

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Lutte ouvrière dans les élections européennes



Meeting de Lutte ouvrière, à Paris le 26 avril 2024.

- **Gaza : un massacre avec le soutien de l'impérialisme**
- **Mayotte : contre la guerre entre les exploités**
- **Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière**
- **Égypte : dix ans de la dictature militaire d'al-Sissi**
- **Drogue : des affaires rentables**
- **La route de la liberté et la Reconstruction**

## Au sommaire de ce numéro

Lutte ouvrière dans les élections européennes	1
Gaza : un massacre avec le soutien de l'impérialisme	6
Mayotte : contre la guerre entre exploités	11
Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière	18
Égypte : dix ans de la dictature militaire d'al-Sissi	24
Drogues : des affaires rentables intégrées à l'économie capitaliste	29
La route de la liberté de Howard Fast et la Reconstruction aux États-Unis	35

La liste des librairies vendant **Lutte de classe** est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

## Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
E-mail:  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.





## Lutte ouvrière dans les élections européennes

**Comme à chaque renouvellement depuis 1979, Lutte ouvrière sera présente lors des élections au Parlement européen des 8 et 9 juin prochains. Dans la situation combinée de décomposition de l'économie capitaliste et de marche à la guerre, la présence d'une liste communiste, c'est-à-dire révolutionnaire et internationaliste, est vitale. Elle permettra à tous ceux qui combattent cette Europe faite par et pour les capitalistes, mais récuse la propagande souverainiste et nationaliste, de voter pour la défense des intérêts fondamentaux de leur classe.**

### UN ATTELAGE DE BRIGANDS DOMINÉ PAR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Près de soixante-dix ans après le traité de Rome créant la Communauté économique européenne, et un quart de siècle après la mise en circulation de l'euro dans le cadre de l'Union européenne (UE), la bourgeoisie reste incapable d'unifier le continent.

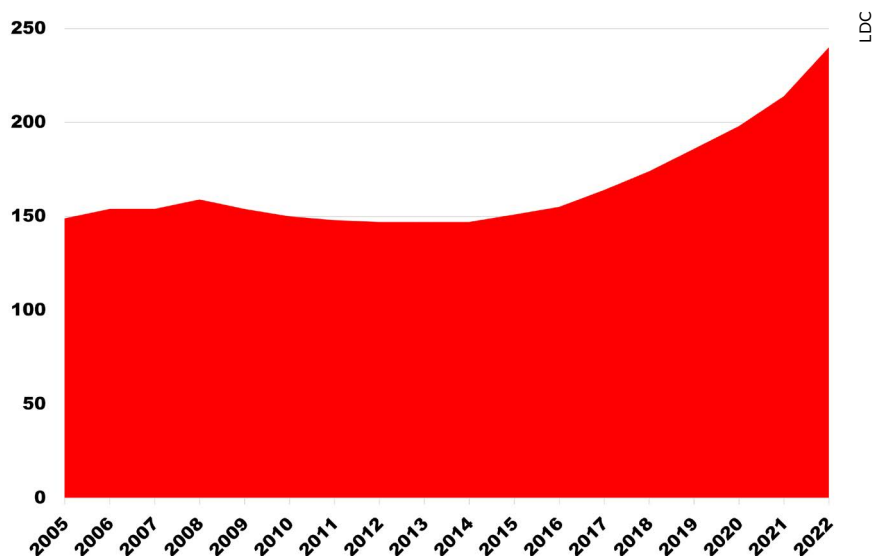
L'existence d'un marché unique, puis l'intégration de nouveaux pays, en particulier les anciennes Démocraties populaires à partir de 2004, n'ont mis un terme ni aux inégalités de développement ni à la concurrence que se mènent dans cette arène les plus grands groupes capitalistes ainsi que les États qui en défendent les intérêts.

Derrière le paravent des institutions et une unité de façade qui se fissure un peu plus à chaque crise, ce sont toujours les rapports de force et les rivalités pour la conquête des marchés qui dominent. Alors que ses initiateurs prétendaient

transformer l'Europe en une puissance rivalisant avec celle des États-Unis, l'impérialisme américain demeure le parrain et l'arbitre de ces rivalités.

Dans la guerre qui ensanglante l'Ukraine, les principales puissances de l'UE se sont alignées derrière lui contre Poutine. Mais chaque État intervient pour le compte de ses marchands d'armes ou de ses groupes du BTP qui lorgnent

les bénéfices à venir d'une future reconstruction. Chacun, y compris le Royaume-Uni qui, n'appartenant plus à l'UE, a les coudées d'autant plus franches, tente de placer ses pions et d'écarter ceux de ses concurrents, dans la mesure où la puissance américaine leur en laisse la possibilité. C'est peut-être pour cela que Macron, après avoir longtemps mis en scène ses échanges avec Poutine, se



**Les dépenses militaires des États membres de l'Union européenne (hors Royaume-Uni) en milliards d'euros.**

Source : Agence européenne de défense/<https://eda.europa.eu/publications-and-data/defence-data>

pose aujourd'hui aux avant-postes du soutien à Zelensky, allant jusqu'à réfléchir à haute voix à l'envoi de troupes, préparant ainsi les esprits à une confrontation directe avec la Russie.

Alléchés par la militarisation au pas cadencé des budgets et le passage à une forme d'économie de guerre, les Dassault, Thales, Airbus espèrent vendre encore plus d'engins de mort. Mais, après d'autres, l'Allemagne, avec laquelle la France est censée former un « couple » uni depuis des décennies garantissant la stabilité de l'Europe, a ainsi préféré les F35 américains aux Rafale français. L'impérialisme américain a en effet infiniment plus de moyens d'imposer ses choix aux vingt-six autres États de l'UE. Quant à l'OTAN, mise sur pied pour contrer l'URSS à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, elle est aujourd'hui renforcée en tant qu'instrument de cette domination, par un commandement unifié, des

bases et des systèmes d'armes conçus pour ses États membres.

Il en va de même dans le secteur de l'énergie, où la dépendance de l'Allemagne envers les livraisons de gaz russe s'est transformée en un assujettissement aux livraisons venant des États-Unis. Dans le secteur du nucléaire, ces derniers menacent désormais de sanctionner les entreprises qui continueraient à avoir recours à la société russe Rosatom pour s'alimenter en uranium enrichi, indispensable au fonctionnement des centrales nucléaires. Le trust Westinghouse manœuvre en coulisse pour imposer « son » uranium.

Les différents États de l'UE s'affrontent enfin de façon permanente à coups de milliards d'aides pour attirer capitaux et investissements. Là encore, ce sont les rapports de force d'État à État à l'intérieur du continent et avec l'impérialisme américain qui dictent leur loi. Avec son Inflation Reduction

Act (IRA), Biden a suscité notamment une « marée de projets industriels » (selon *Les Échos*) sur le sol américain.

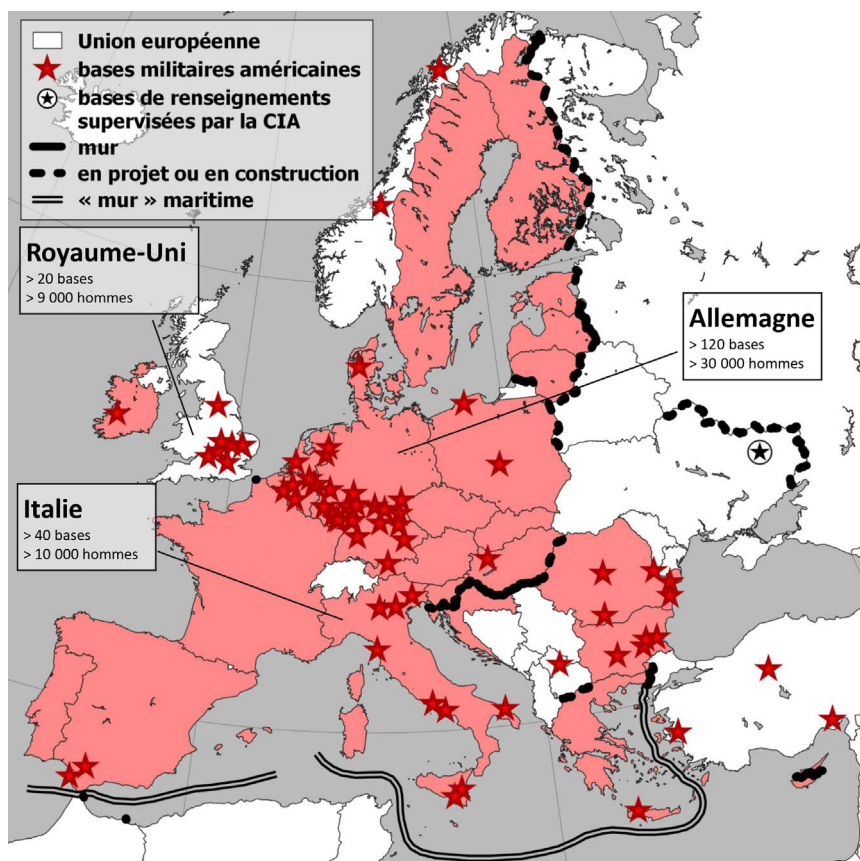
Les rivalités entre capitalistes et les crises successives n'ont fait que fragiliser et morceler davantage l'Europe. Penser que le capitalisme puisse unifier ce continent serait lui prêter un caractère progressiste qu'il n'a plus depuis longtemps. Mais ce morcellement laisse entre les mains de chaque bourgeoisie un État bien à elle, qui lui est indispensable dans la guerre économique contre ses rivales et contre les travailleurs.

### COMBATTRE LE SOUVERAINISME ET LE NATIONALISME

La France insoumise et le Parti communiste prétendent que nombre des problèmes rencontrés par les classes populaires seraient dus à l'Europe, voire aux traités européens. Comme si cette Europe, qui réunit plusieurs des principales puissances économiques de la planète, pouvait être autre chose qu'une Europe capitaliste ! Comme si les travailleurs avaient eu un jour le moindre contrôle sur l'économie, sur la politique de l'État et des multinationales !

Ceux qui, de la gauche à l'extrême droite, mettent en avant le patriotisme, au nom de la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi ou de l'écologie, sont des ennemis déclarés ou des faux amis des travailleurs. Le souverainisme, accommodé à toutes les sauces, place les travailleurs derrière une politique de défense de l'industrie nationale, c'est-à-dire du grand patronat. Les frontières ne nous protègent pas : elles divisent la classe ouvrière et donc l'affaiblissent.

Qu'auraient à gagner les travailleurs avec l'élévation des droits de douane proposée par le Rassemblement national, le



L'Europe prétendument protégée par les bases militaires américaines et les barrières anti-migrants (données de 2021).



PCF et La France insoumise ? Prétendre produire français est par ailleurs un non-sens doublé d'une stupidité sans bornes, car les frontières sont un carcan dans lequel l'économie de chaque pays étouffe. Qu'y a-t-il de français dans une automobile fabriquée à partir de minerai de fer d'Afrique, de caoutchouc d'Asie et de plastiques tirés du pétrole du Moyen-Orient fabriqués par des ouvriers issus de tous les continents. Les travailleurs créent et font circuler toutes les marchandises : le problème est de prendre le contrôle de la production et de la planifier en fonction des besoins de l'humanité à l'échelle du monde.

Sous la pression de l'extrême droite et pour détourner la colère des opinions publiques, les gouvernements de gauche et de droite de l'UE ont également adopté des lois de plus en plus répressives envers les migrants. Ces soi-disant démocrates ont de belles manières, de beaux costumes, évoquent la bienveillance, la démocratie. Mais l'Europe s'est hérissée de murs et de frontières, pour empêcher les pauvres et les persécutés d'y trouver une certaine protection. Des milliers de femmes et d'hommes meurent chaque année en Méditerranée et dans la Manche. Quand ils parviennent

à franchir ces obstacles, ils sont enfermés dans des camps sordides et soumis à des contrôles incessants. Pour parachever le tout, les dirigeants européens ont passé des accords, milliards à l'appui, avec les dictateurs du pourtour méditerranéen pour qu'ils parquent ces millions de damnés de la terre condamnés par le capitalisme à la famine, à subir les guerres et la barbarie.

Y mettre fin implique là encore d'arracher le pouvoir aux bourgeoisies qui dirigent, sans pouvoir la maîtriser, une organisation économique de plus en plus folle. C'est l'axe fondamental de notre campagne.

**POUR UNE EUROPE  
DES TRAVAILLEURS  
DÉBARRASSÉE  
DU CAPITALISME**

À l'Europe du capital, nous devons opposer l'Europe des travailleurs. Cela signifie faire renaître une conscience socialiste, c'est-à-dire la conviction que la société est fondamentalement divisée en deux classes aux intérêts irréductibles : la bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre.

Nous devons affirmer que les conditions de vie des travail-

leurs sont attaquées du seul fait de la rapacité des capitalistes. Face aux démagogues nationalistes de toute espèce, il faut affirmer que les frontières nationales ne sont que des obstacles, qu'elles ne protègent les travailleurs ni de l'exploitation ni de la pauvreté. Nous devons convaincre notre classe qu'il n'y aura pas d'échappatoire tant que dominera la dictature du capital, que les travailleurs qui produisent toutes les richesses de la société doivent la diriger et la contrôler.

Les élections européennes ne permettront de stopper ni la guerre dont les travailleurs d'Ukraine et de Russie sont les premières victimes, et que nous payons déjà, ni la guerre sociale engagée par le capital. Mais les voix qui se porteront sur la liste Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs montreront qu'il existe une fraction résolue à dénoncer la marche vers une guerre généralisée où nous entraînent les capitalistes et leurs larbins politiques. Mener une campagne militante autour de cette perspective est un moyen d'œuvrer à la construction du parti ouvrier communiste révolutionnaire qui fait cruellement défaut à la classe ouvrière.

6 mai 2024

ELECTIONS EUROPÉENNES DES 8 ET 9 JUIN 2024

**LUTTE OUVRIÈRE**  **LE CAMP DES TRAVAILLEURS**



Liste conduite par **NATHALIE ARTHAUD** ET **JEAN-PIERRE MERCIER**

**Les travailleurs font tourner la société, ils doivent la diriger.**

**Contre le grand capital et ses guerres, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !**

ÉLECTION DES DÉPUTÉS AU PARLEMENT EUROPÉEN DES 8 ET 9 JUIN 2024



**Nathalie Arthaud**, enseignante,  
et **Jean-Pierre Mercier**,  
ouvrier de l'automobile.

**Travailleuses, travailleurs**

**Que nous soyons ouvriers, caissières, employés, techniciens, aides à domicile, artisans, petits producteurs ou enseignants, nous produisons les richesses et contribuons à faire vivre le pays. Mais qui en profite ?** Les parasites qui décident de tout : la grande bourgeoisie, les financiers et les actionnaires, qui vont de profits exceptionnels en fortunes record.

Pour assurer ses dividendes, le grand patronat intensifie l'exploitation, supprime des emplois, lamine les salaires. Il nous rackette avec la flambée des prix et pille les caisses de l'État en accord avec le gouvernement. C'est pour cela que des services d'urgence ferment, que les écoles, collèges et lycées manquent de personnel, et que des quartiers populaires sont transformés en ghettos livrés aux trafics.

**Contre l'Europe du capital**

De l'Espagne à la Pologne, de la Grèce à l'Irlande, le monde du travail – actifs, chômeurs ou retraités – recule sous les coups d'une classe capitaliste rapace.

Et l'Union européenne n'a pas amélioré la vie des travailleurs, ni renforcé l'amitié entre les peuples. En plus de 60 ans d'existence, elle

n'a même pas garanti un smic européen, ni le droit à l'IVG pour les femmes. Et pour cause ! L'UE est le résultat de sordides marchandages entre banquiers et industriels pour surmonter le morcellement de l'Europe en États nationaux et se placer dans la concurrence internationale.

**Contre les guerres impérialistes**

L'UE n'a jamais garanti la paix. L'État français a mené la guerre coloniale à Madagascar, en Indochine, en Algérie et au Cameroun, et depuis il a alimenté d'autres conflits meurtriers en Afrique, dont un génocide au Rwanda.

À présent que la guerre fait rage en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique, les dirigeants européens se préparent à la faire avec notre peau. Ils recrutent pour l'armée et passent des milliards de commandes en armement. Ainsi, nous manquons de médecins, de lits d'hôpitaux et d'enseignants, mais nous aurons des missiles, des chars et des avions de combat à profusion !

En plus des conditions de vie de plus en plus dures, nous sommes donc confrontés au danger d'une troisième guerre mondiale. Contrairement à ce que les puissances occidentales affirment, elles se moquent des droits des peuples. On le mesure au soutien qu'elles apportent à l'État d'Israël, alors qu'il opprime les Palestiniens depuis 75 ans, et qu'aujourd'hui il massacre et affame les habitants de la bande de Gaza. Si elles se sont engagées dans la guerre contre la Russie, ce n'est pas pour sauver les Ukrainiens, mais pour défendre l'accès de leurs capitalistes et de leurs financiers aux marchés, aux terres agricoles et aux matières premières.





Les 81 candidats de Lutte ouvrière.

## Contre l'Europe des barbelés, contre le nationalisme

Tous les politiciens prônent le protectionnisme et veulent plus de frontières. Nombre d'entre eux font des travailleurs immigrés des boucs émissaires. C'est pour fuir les ravages de la domination impérialiste que des femmes et des hommes sont contraints de venir se faire exploiter ici.

Quelles que soient leur nationalité, leur situation administrative, leur couleur de peau ou leurs croyances, les travailleurs forment

une même classe sociale. Ne nous laissons pas diviser !

Aucun des problèmes posés à l'humanité, sur le terrain économique ou climatique, ne peut trouver de solution nationale. Contre le nationalisme, face aux drapeaux nationaux, brandissons le drapeau rouge, celui de la lutte internationale des travailleurs du monde entier.

## Pour débarrasser la société du grand capital, pour le communisme

Le problème n'est pas de savoir si les décisions sont prises à Bruxelles ou à Paris, mais quelle classe sociale les prend et pour quels intérêts. Tant que la grande bourgeoisie et ses multinationales domineront, il n'y en aura que pour les milliardaires, quitte à ce qu'ils laissent un champ de ruines derrière eux.

La société ne doit plus être dirigée par cette bande rapace qui exploite les hommes et détruit l'environnement. Le monde du travail sait faire tourner la société, c'est à lui de la diriger !

Il sera alors possible de la réorganiser en fonction de l'intérêt général et de construire une société sur des bases collectives, sans propriété privée des grandes entreprises, sans loi du profit ni concurrence. Il sera possible de planifier l'économie, c'est-à-dire de l'organiser consciemment pour prendre en compte les véritables besoins de l'humanité, tout en respectant la planète. Parce que les travailleurs n'exploitent personne et ne s'enrichissent pas du pillage impérialiste, ils pourront construire une société de paix où les peuples coopéreront à l'échelle internationale.

**Travailleuses, travailleurs,**

**Ces élections, pas plus que les autres, ne permettront aux travailleurs de changer leur sort. Seules les révoltes de masse le peuvent, et elles sont à venir. Même si les opprimés endurent bien des souffrances, les soulèvements sont inéluctables.**

**Faisons vivre la perspective communiste, pour que ces révoltes permettent de construire une société débarrassée des frontières, de la guerre économique et de la guerre tout court.**

**Les 8 et 9 juin, votez pour la liste  
Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs !**

**[www.lutte-ouvriere.org/europeennes](http://www.lutte-ouvriere.org/europeennes)**



## Gaza : un massacre avec le soutien de l'impérialisme

**Mardi 7 mai, l'armée israélienne est entrée dans l'est de la ville de Rafah, au sud de Gaza, et a pris le contrôle de la partie palestinienne du point de passage avec l'Égypte, qui a été totalement fermé. Cette opération avait été précédée par un pilonnage intensif de la ville, ajoutant de nouvelles victimes à cette guerre qui dure depuis sept mois. Début mai, le ministère de la Santé du Hamas avait dénombré plus de 34 000 morts et 76 000 blessés, majoritairement des femmes et des enfants.**

Le bilan réel est probablement bien plus élevé, car de nombreux corps sont encore coincés sous les décombres ou se trouvent dans des zones inaccessibles aux médecins. Ainsi, fin avril, près de 300 corps ont été exhumés de fosses communes à l'intérieur de l'hôpital Nasser de Khan Younès, l'un des plus importants établissements de santé du territoire de Gaza. D'après l'état des corps, une partie des victimes auraient été torturées avant d'être exécutées.

Le territoire de Gaza a été réduit à un champ de ruines. Plus de la moitié des habitations ont été détruites. Plus aucun hôpital ne fonctionne. La majorité des 2,5 millions d'habitants ont fui devant l'avancée des troupes israéliennes, dont l'offensive terrestre a commencé le 27 octobre. Plus d'un million de Palestiniens vivent aujourd'hui autour de Rafah, dans des conditions très précaires, souvent dans des tentes. Après le froid de l'hiver, les familles déplacées subissent la chaleur qui monte, et se trouvent menacées, sans eau courante, par la propagation des maladies. En bloquant volontairement l'acheminement de l'aide humani-

taire, les autorités israéliennes créent délibérément une situation de famine.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, ne cesse de proclamer que son objectif est d'éradiquer le Hamas. Mais il sait parfaitement qu'il est impossible à son armée d'atteindre un tel objectif. Le but de l'opération militaire est de terroriser l'ensemble des Palestiniens, afin de les dissuader, au moins pour quelques années, de se dresser contre l'oppression qu'ils su-

bissent depuis des décennies.

En campagne pour sa réélection, Biden doit prendre en compte l'émotion que ces événements suscitent au sein d'une partie de l'opinion publique américaine, en particulier dans l'électorat démocrate, et y compris parmi les milieux juifs traditionnellement favorables à Israël. Cela se manifeste notamment par les mobilisations dans les universités, qui ont pris une ampleur plus importante ces dernières semaines, avec l'ins-



Depuis le côté égyptien du mur de séparation avec Rafah : les frappes israéliennes sur l'est de la ville, le 7 mai 2024.





Le 1<sup>er</sup> mai 2024 aux États-Unis, à Spokane, à l'est de Seattle, des étudiants revendiquent que leur université cesse sa coopération avec les entreprises qui arment Israël, comme Boeing.

tallation de campements sur les campus.

Le dirigeant de la première puissance impérialiste est aussi préoccupé par les risques d'extension du conflit à l'ensemble du Moyen-Orient du fait de l'attitude jusqu'au-boutiste de Netanyahu. Cela a amené Biden à infléchir son discours vis-à-vis de son allié israélien, et à demander de façon de plus en plus pressante la conclusion d'un cessez-le-feu.

Le 8 mai, il a menacé de suspendre certaines livraisons d'armes en cas d'intervention militaire massive à Rafah. Mais il n'est pas du tout envisagé de mettre en cause l'aide de plusieurs milliards de dollars dont bénéficie chaque année Israël, à laquelle s'ajoutent les aides supplémentaires, comme les 13 milliards votés au Congrès fin avril. Biden n'entend pas affaiblir un allié qui est à ce jour le pilier de la défense de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

## LES CALCULS DE NETANYAHOU FACE À L'IRAN

En dépit des pressions restées purement verbales de Biden, Netanyahu n'a pas modifié sa

politique. Au contraire, reprenant totalement les discours de l'extrême droite israélienne, il répète à chaque occasion qu'il mènera la guerre sans répit « jusqu'à la victoire totale », et que rien ne l'empêchera de mener une offensive sur Rafah, malgré la désapprobation exprimée par les dirigeants de Washington.

Loin de modérer son attitude, Netanyahu a au contraire multiplié les provocations susceptibles d'alimenter une escalade guerrière. Après avoir bombardé le sud du Liban, visant des bâtiments et des combattants du Hezbollah, après avoir mené de nombreux raids aériens contre la Syrie, l'armée israélienne est allée jusqu'à détruire

totalemment le consulat iranien à Damas, en Syrie, tuant onze personnes, dont deux dirigeants du corps des Gardiens de la révolution. Il s'attaquait ainsi à l'Iran, alors que depuis le début du conflit les dirigeants de Téhéran s'en tenaient à distance. En fait, Netanyahu cherchait à impliquer l'Iran dans le conflit, pour contraindre les États-Unis à lui réaffirmer son soutien.

Devant une telle attaque, l'Iran se devait de réagir, ne serait-ce que pour conserver sa crédibilité vis-à-vis de ses troupes, mais aussi de ses alliés, du Hezbollah, du Hamas et des houthistes, ses *proxies* (mot anglais pour relais) comme les médias les désignent. Mais les dirigeants de la République islamique n'avaient nullement l'intention de se laisser entraîner dans une escalade où ils auraient eu tout à perdre. Ils ont donc mis en scène une riposte limitée, en avertissant explicitement Washington, via l'ambassadrice de Suisse, du fait qu'ils n'avaient pas l'intention d'aller au-delà. Les quelque 300 drones et missiles tirés sur Israël ont pu être interceptés grâce au Dôme de fer – nom du système israélien de protection antimissiles –, d'autant plus efficace qu'il était appuyé par les moyens mobilisés par les États-Unis et qu'il n'y avait aucun effet de surprise, grâce aux informations transmises par le pouvoir iranien lui-même.



Adjacent à l'ambassade, le consulat iranien détruit par une frappe israélienne le 1<sup>er</sup> avril 2024, à Damas, en Syrie.

Le but recherché par Netanyahu a été atteint, car on a vu le camp occidental se mobiliser, condamner unanimement l'Iran pour avoir attaqué Israël, et réaffirmer solennellement son alliance avec celui-ci. Après cela, l'État israélien se devait de riposter à son tour, mais il s'est contenté de bombarder un site militaire, sans donner à cette attaque le caractère spectaculaire qui aurait obligé les Iraniens à réagir de nouveau. À l'issue de cette partie de poker menteur, chacun a pu crier victoire et en rester là. Mais Netanyahu aura réussi, au moins pour un temps, à faire taire les critiques occidentales et à faire oublier son action contre les Palestiniens.

Il n'est donc pas exclu que Netanyahu renouvelle le même type de provocation, ne serait-ce que pour tenter de susciter un réflexe d'union nationale derrière lui, à un moment où sa politique est de plus en plus contestée en Israël même, et pour obliger les dirigeants américains à réaffirmer leur soutien au gouvernement israélien, quoi qu'il fasse.

## L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN À LA MANŒUVRE

À en juger par l'activité et les nombreuses tournées diplomatiques du secrétaire d'État américain Antony Blinken au Moyen-Orient, les dirigeants des États-Unis cherchent en tout cas à éviter que le conflit à Gaza ne débouche sur une confrontation à l'échelle régionale. Fin avril, Blinken a évoqué un *mega deal*, pour reprendre son expression, qui consistait à resserrer les liens avec les États arabes de la région, en particulier avec l'Arabie saoudite, pour les intégrer dans une alliance politique et militaire contre l'Iran. Mais cela nécessiterait de faire au moins semblant de prendre en compte les aspirations des Palestiniens, par exemple en s'appuyant sur



**Le 8 mai 2024, Biden a menacé de suspendre certaines livraisons d'armes si Netanyahu attaque massivement Rafah.**

l'Autorité palestinienne et en allant jusqu'à lui reconnaître le statut d'État à part entière.

Pour le moment, ces perspectives se heurtent à l'opposition résolue du gouvernement israélien. Du côté palestinien, les négociations qui se mènent depuis des mois par l'intermédiaire du Qatar et de l'Égypte montrent que les dirigeants américains sont tout à fait prêts à intégrer le Hamas dans le règlement politique de l'après-guerre. L'organisation islamiste y est elle-même tout à fait disposée, car ce qu'elle vise en réalité, comme toutes les organisations nationalistes, comme l'OLP avant elle, c'est à faire reconnaître par les grandes puissances son droit à disposer d'un appareil d'État et à le diriger pour le compte de sa bourgeoisie. Les dirigeants du Hamas savaient parfaitement que les massacres du 7 octobre commis contre la population israélienne entraîneraient des représailles militaires terribles, mais ils cherchaient précisément à relancer le conflit quoi qu'il en coûte, de façon à s'imposer comme des interlocuteurs incontournables.

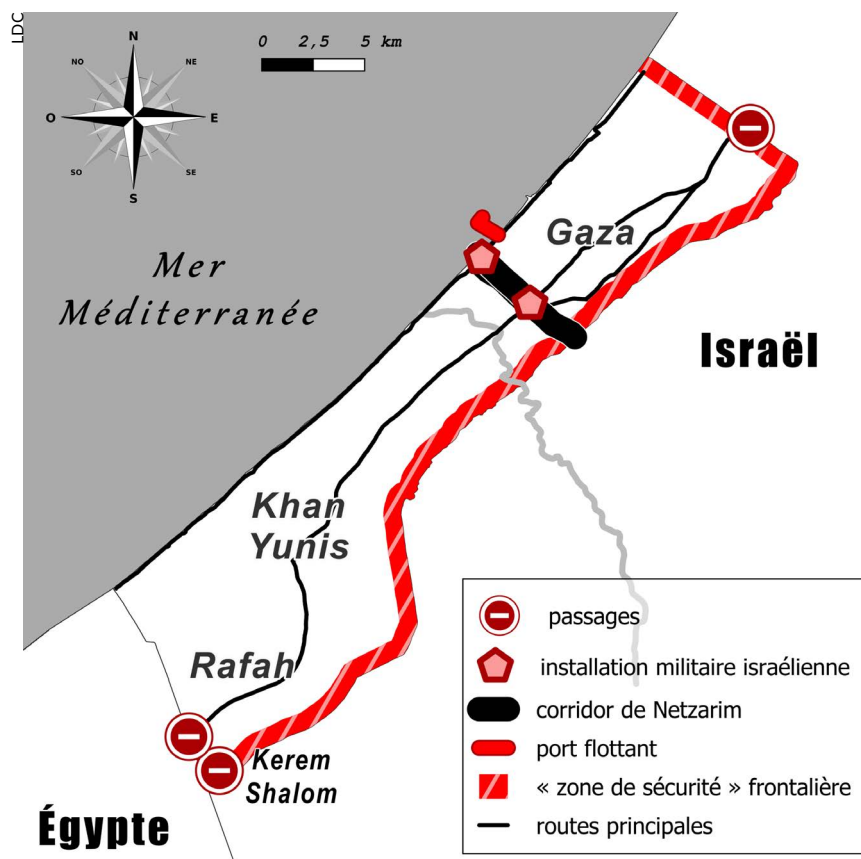
On ne peut dire sur quoi pourront déboucher finalement les manœuvres de la diplomatie américaine, mais il est certain qu'elles n'apporteront à la population palestinienne ni la fin du conflit, ni la fin de l'oppression qu'elle subit, ni même une véritable amélioration de ses conditions de vie.

Tout montre en effet que l'armée israélienne se prépare à maintenir une occupation au moins partielle de Gaza. Des bombardements puis des équipes de sapeurs israéliens ont rasé l'essentiel du bâti sur une « zone de sécurité » frontalière qu'Israël aménage sur environ un kilomètre de large à la lisière de Gaza. Ces destructions massives amputent l'enclave de près d'un sixième de sa surface et d'une large part de ses terres agricoles. L'armée israélienne y ajoute une route militarisée, le corridor de Netzarim, aménagée à partir de la mi-février, qui coupe l'enclave de Gaza en son milieu. Elle reprend en partie le tracé d'une ancienne route réservée aux colons juifs jusqu'au retrait israélien en 2005. Longue de sept kilomètres, elle isole la ville de Gaza au nord, dont la population est passée de 700 000 habitants avant la guerre à 300 000 aujourd'hui, en la séparant du reste de l'enclave.

Ce corridor rejoint le port flottant construit par les États-Unis sur la côte de Gaza, prévu pour être opérationnel de mai à septembre et censé servir à acheminer l'aide humanitaire. En réalité, il s'agit de mettre en place des infrastructures utilisables par le pouvoir israélien pour contrôler Gaza et y installer de façon permanente des forces de répression.

Le territoire de Gaza était déjà une prison à ciel ouvert. L'État israélien s'apprête, en concertation avec les États-Unis, à en faire un véritable camp de concentration, avec ses zones séparées par des corridors, des barbelés et des miradors, au





**Le territoire de Gaza, et les aménagements mis en œuvre par l'armée israélienne.**

sein duquel son armée pourra se livrer à sa guise à des opérations militaires.

### EN ISRAËL, LE MOUVEMENT DE CONTESTATION ET SES LIMITES

En Israël même, la politique menée par Netanyahu est de plus en plus contestée. Il avait présenté la guerre à Gaza comme « existentielle » pour Israël et avait défini deux objectifs de guerre : l'éradication du Hamas et la libération des otages. Aucun de ces objectifs n'a été atteint, et cette guerre apparaît de plus en plus, aux yeux de beaucoup d'Israéliens, comme un moyen de garantir d'abord l'existence politique de Netanyahu. Inculpé depuis novembre 2019 pour des chefs d'accusation de corruption, fraude et favoritisme, il encourt jusqu'à seize ans de prison. Après de nombreuses interruptions, son procès a repris le 4 décembre. En

se maintenant au pouvoir grâce à la poursuite de la guerre, Netanyahu cherche à repousser l'échéance par tous les moyens, car la menace est réelle : l'un de ses prédécesseurs, Ehud Olmert, a passé plus d'un an derrière les barreaux pour des faits similaires.

Lancé dans une fuite en avant, Netanyahu s'appuie plus que jamais sur l'extrême droite religieuse et nationaliste, partisane de la création d'un Grand Israël par l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza et l'expulsion de tous les Palestiniens de ces territoires. Cette extrême droite compte plusieurs ministres dans le gouvernement de Netanyahu et elle profite de la situation de guerre pour tenter de renforcer encore son poids et développer la colonisation en Cisjordanie. Les exactions commises par des colons et les opérations de répression de l'armée y ont fait près de 500 morts et 5 000 blessés depuis le 7 octobre.

En affichant son intran-

sigeance et en refusant de conclure une nouvelle trêve avec le Hamas après celle de novembre, Netanyahu donne des gages à cette extrême droite. Cette attitude a suscité une mobilisation d'une partie des familles des otages, qui exigent au contraire que le gouvernement négocie leur libération avec le Hamas. Depuis plusieurs mois, une partie de ceux qui avaient manifesté avant le 7 octobre contre Netanyahu et son projet de réforme de la Cour suprême sont redescendus dans la rue. Tous les samedis, des milliers de personnes manifestent pour réclamer des élections anticipées – celles-ci doivent avoir lieu normalement en 2026 – avec l'objectif d'obtenir le départ du gouvernement actuel.

La principale figure de l'opposition à Netanyahu, l'ancien général Benny Gantz, qui se positionne au centre-droit, a réclamé des élections en septembre. Mais, membre du cabinet de guerre constitué au lendemain du 7 octobre, il prend bien garde à ne pas apparaître comme trop favorable à des négociations et s'est déclaré en faveur d'une offensive contre Rafah. Gantz doit compter depuis peu avec la concurrence d'un autre ancien général, Yaïr Golan, qui ambitionne de prendre la tête du Parti travailliste et qui va jusqu'à déclarer : « *Nous devons changer de direction de façon radicale, car il est impossible de détruire le Hamas.* »

Si ces politiciens tentent de capitaliser à leur profit l'hostilité à Netanyahu, aucun ne constitue une véritable alternative susceptible de mettre fin à l'enchaînement des guerres. S'ils s'opposent au Premier ministre actuel, ils ne remettent pas en cause sa politique vis-à-vis des Palestiniens, ni celle menée par tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête de l'État israélien, fondé en 1948 en spoliant plus de 700 000 Palestiniens de leurs terres et de leurs



Manifestants contre Netanyahu, à Tel Aviv, le 11 avril 2024.

biens et en les contraignant à l'exil.

### PAS DE SOLUTION DANS LE CADRE DE L'IMPÉRIALISME

Aucune paix et aucune sécurité ne pourront être garanties à la population israélienne sans une rupture radicale avec les politiques suivies jusqu'à présent par ses dirigeants. Mettre fin à

l'opposition qui a été créée entre Israéliens et Palestiniens passe nécessairement par la reconnaissance des droits nationaux de ces derniers. Mais aucun « règlement politique » mené sous la houlette des puissances impérialistes ne garantira l'égalité des droits entre les peuples, ni leur coexistence pacifique dans cette région. Ce sont les puissances impérialistes qui ont dressé les peuples les uns contre

autres, et notamment les Juifs contre les Arabes. Pour maintenir leur domination, elles ont intérêt à ce que ce conflit perdure, et donc à l'alimenter par leurs manœuvres diplomatiques et le soutien militaire apporté aux uns contre les autres.

Le renversement de l'impérialisme constitue la seule perspective émancipatrice pour les peuples, au Moyen-Orient comme dans le reste du monde. La seule force pouvant accomplir cette tâche est le prolétariat, à la condition de dépasser les divisions nationales et d'unir les opprimés de la région dans une lutte commune pour mettre fin à l'exploitation et au pillage de celle-ci par l'impérialisme. Plus que jamais, les communistes révolutionnaires doivent défendre ce programme. Il est le seul qui puisse offrir une issue à l'interminable conflit israélo-palestinien, qui n'est lui-même qu'une manifestation de la faille du capitalisme.

8 mai 2024



Des Palestiniens fuyant Rafah arrivent à Deir al Balah, au centre de l'enclave de Gaza, le 9 mai 2024.





## Mayotte: contre la guerre entre exploités

**Pendant cinq semaines, du 21 janvier au 29 février dernier, Mayotte a été paralysée par une explosion de colère anti-immigrés et l'érection de barrages sur les routes de l'île. Les barragistes, regroupés sous le nom de Forces vives, se sont transformés en milices contre les étrangers, accusés d'être responsables de la violence qui frappe durement le département le plus pauvre du pays, y compris parmi les départements d'outre-mer.**

La colère légitime engendrée par le sous-développement et la violence qui ravagent l'île n'est pas nouvelle. D'abord dirigée contre la métropole et l'État français, elle s'est finalement retournée contre les immigrés, des Comores ou d'Afrique. Les discours haineux des Forces vives se sont déversés à longueur d'antenne à la télévision locale. C'est aujourd'hui encore la seule expression politique diffusée, partagée par des politi-

ciens de tous bords.

On a vu dans ce mouvement disparate des notables, des élus de gauche comme de droite, jusqu'aux responsables syndicaux, y compris de la CGT, mais aussi certains travailleurs, qui ont été entraînés dans cette surenchère anti-immigrés. Comment en est-on arrivé là? Pour le comprendre, il faut voir comment, depuis plus de cinquante ans, l'impérialisme français, en s'appuyant sur les notables lo-

caux, a mis en place les ingrédients d'une bombe à retardement, qui a commencé à éclater.

Bien que cela se passe à plus de 8 000 kilomètres, nous sommes directement concernés à plusieurs titres. Déjà parce que ce sont les nôtres, les exploités, qui subissent cette menace de guerre civile. C'est aussi en notre nom que les gouvernements successifs ont mené une politique sécuritaire, ferment de la division entre travailleurs. Mayotte sert de terrain d'entraînement et de laboratoire pour mettre en œuvre des politiques xénophobes, modifier les lois, donner du pouvoir à la fraction la plus réactionnaire de l'appareil d'État. Elle montre aussi comment peuvent se renforcer des milices d'extrême droite prêtes à imposer leur loi. En outre, dans un contexte d'aggravation de la crise du capitalisme, le délitement des quartiers populaires, avec la montée de la violence qu'il implique, est l'avenir promis à beaucoup d'entre nous: à La Réunion, aux Antilles et dans bien des quartiers de métropole. Face au danger d'une guerre entre pauvres, il est vital de nous doter d'une politique propre à notre camp.



Rassemblement des Forces vives à Tsingoni, le 4 février 2024.

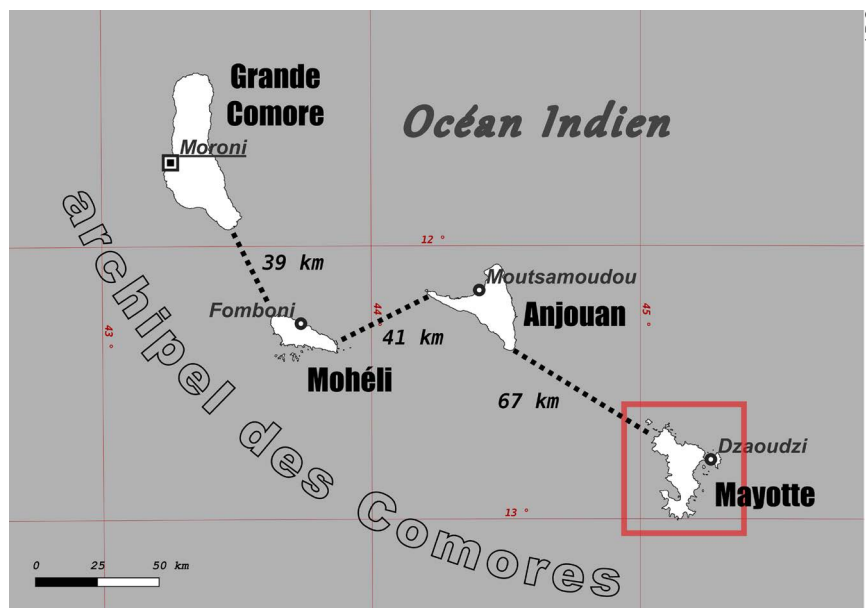
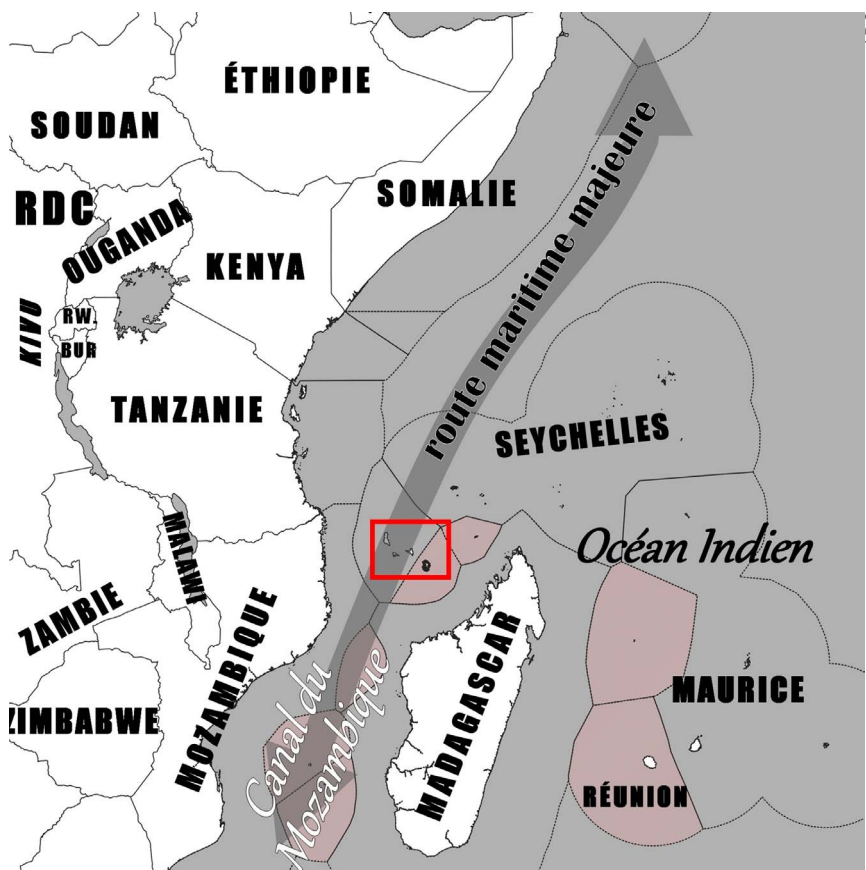
MAYOTTE, JOUET DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DANS L'OCÉAN INDIEN

La mobilisation des Forces vives, tournée contre les immigrés, s'est faite en brandissant le drapeau bleu-blanc-rouge. Ce nationalisme puise ses racines dans l'histoire des basses manœuvres de la France pour s'assurer que l'île de Mayotte demeure dans son giron. Le sort de l'immense majorité des Mahorais, très pauvres, était le cadet des préoccupations de l'État français, qui poursuivait ses propres intérêts d'impérialisme de second rang.

Mayotte est l'une des quatre îles de l'archipel des Comores, colonie française jusqu'en 1975. La France voulait conserver Mayotte, pour disposer d'une base militaire dans cette région stratégique : au nord du canal du Mozambique, une des portes d'entrée de l'océan Indien, et située sur une route commerciale maritime importante.

Face aux aspirations à l'indépendance, la France a organisé un référendum en décembre 1974 et a choisi de considérer les votes île par île, pour détacher Mayotte du reste de l'archipel, au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». La France a alors divisé un peuple et, depuis cinquante ans, n'a fait qu'approfondir ce fossé. C'est elle qui a monté un pan de la population contre l'autre, et qui a fabriqué des étrangers.

Pour obtenir le résultat attendu, la France a su s'appuyer sur une petite frange de notables locaux qui ont milité dès les années 1960 pour que Mayotte reste française, parmi lesquels Marcel Henry et Younoussa Bama. Propriétaires terriens, parmi les rares à avoir accès à l'école, ils voulaient s'assurer un petit pouvoir, sans la concurrence de leurs homologues des autres îles, et aussi faire une



L'archipel des Comores : une position stratégique pour l'impérialisme français.

bonne affaire en spéculant sur le prix de leurs nombreux terrains. Ces notables ont empoisonné les travailleurs avec un nationalisme franco-mahorais. Ils ont créé une « identité mahoraise », prétendument distincte des autres îles de l'archipel, d'autant plus facilement qu'ils ont réduit au silence les opposants.

En 1995, la division a été approfondie par l'instauration d'un visa pour circuler des Comores à Mayotte, obligeant les pauvres à risquer leur vie sur des embarcations de fortune, les kwassa-kwassa, pour se retrouver sans-papiers à Mayotte.

Pendant que des milliers de pauvres sont morts en tentant la



traversée, l'impérialisme français a assuré sa position dans la région et les notables mahorais, eux, se sont assuré une belle carrière. Younoussa Bamana a régné pendant trente ans à la tête du conseil départemental. Marcel Henry a été, lui, sénateur pendant vingt-sept ans. Puis leurs enfants ou leurs descendants ont pris le relais. Ils ont milité sans relâche pour la départementalisation. Ce changement de statut représentait une opportunité pour eux à la fois en termes de postes et de spéculation foncière.

### UN RECORD DE MISÈRE POUR LA FRANCE, MAIS UN ÎLOT DE PROSPÉRITÉ DANS LA RÉGION

Le 101<sup>e</sup> département, créé en 2011, bat tous les records : le plus jeune, le plus pauvre, le plus inégalitaire. La moitié des 310 000 habitants vivent avec moins de 260 € par mois alors que le coût de la vie est de 10 % supérieur à celui de la métropole. Le taux de chômage officiel est de 34 % (soit cinq fois plus que la moyenne en France). Un quart des logements n'ont pas l'eau courante et des dizaines de milliers d'habitants s'entassent dans les cases en tôle des bidonvilles, appelées bangas.

Mais si Mayotte est le département le plus pauvre de France, vue des Comores, ou de Madagascar, l'île paraît riche. Le PIB par habitant y est neuf fois supérieur à celui des Comores. Alors, comme partout, les travailleurs, les pauvres tentent leur chance et émigrent. La moitié de la population à Mayotte est de nationalité étrangère.

La départementalisation a accru les inégalités entre travailleurs. Elle a créé un certain nombre de postes dans les nouvelles administrations et les collectivités locales. Une partie de ces postes est d'ailleurs un moyen pour les élus

locaux de s'attacher un électorat par le clientélisme. Au-delà de ce phénomène, les travailleurs qui occupent ces emplois publics se retrouvent au-dessus de la grande majorité des classes populaires. Ils constituent une couche sociale à part, liée à l'État. Ils ont un salaire qui tombe tous les mois, et majoré de 40 %. Pendant ce temps-là, dans le privé, les ouvriers doivent se débrouiller avec un smic inférieur de 300 € à celui de la métropole. Et, pour tous ceux qui ont été transformés en clandestins par l'État français, c'est le règne du travail au noir dans les secteurs les plus durs, pour quelques centaines d'euros par mois. Cultiver un petit lopin, s'échiner sur les chantiers ou dans la logistique, à la merci de l'arbitraire du patron : voilà le quotidien de dizaines de milliers de pauvres.

### 2016-2018 : DES REVENDICATIONS SOCIALES SUR UN TERREAU NATIONALISTE

La fraction des travailleurs titulaires de papiers français a placé ses espoirs dans la départementalisation, qui lui a été

vendue par les gouvernements français et les notables mahorais. La désillusion s'est approfondie au fur et à mesure que les problèmes augmentaient, sur fond d'aggravation de la crise générale de l'économie capitaliste et de la hausse du nombre des exilés fuyant les guerres ou la misère dans l'est de l'Afrique ou les Comores voisines. En 2016 et en 2018, les travailleurs déçus ont mené des grèves dures et longues, dénonçant les différences de salaire ou de niveau de vie par rapport à la métropole. Leur combat était légitime, mais excluait d'emblée les travailleurs de l'île qui n'ont pas la nationalité française.

En 2016, ils réclamaient, à juste titre, « l'égalité réelle » avec les autres départements, alors que le RSA était de moitié moindre, que la semaine de travail durait 39 heures, et qu'un quart seulement des articles du droit du travail étaient entrés en vigueur. Ils dénonçaient le mépris des dirigeants, qui affirmaient qu'une hausse trop importante du niveau de vie déstabiliserait l'économie de l'île. Mais, en se plaçant sur ce terrain, ils laissaient de côté tous les travailleurs sans papiers pour lesquels ces droits



Journée île morte pendant la grève de 2018, une mobilisation en tant que citoyens français.



n'étaient que des mots creux. Se mobiliser en tant que français plutôt qu'en tant que travailleurs, cela peut conduire à s'opposer à ceux qui n'ont pas la même carte d'identité.

En 2018, les grévistes exigeaient plus de moyens dans les services publics, et dénonçaient la violence qui se propageait. Mais, à nouveau, ils revendiquaient des droits en tant que résidents d'un département français, et non par nécessité pour tous les habitants de l'île de vivre dignement.

Il aurait été possible de partir de la colère suscitée par le mépris, bien réel, de l'État à l'égard des pauvres de l'île, et d'en faire un point d'appui pour regrouper tous les travailleurs. Car dans les bidonvilles, français ou pas, tous vivent dans des conditions indignes. Mais personne, même parmi les syndicats de l'île, n'a défendu de politique de classe et la dénonciation de l'insécurité a été la porte ouverte à une division entre pauvres.

### LA RÉPONSE SÉCURITAIRE DE L'ÉTAT ALIMENTE LA VIOLENCE

L'État a alors mis les moyens dans la répression, car cela était bien plus économique que d'investir dans tous les autres domaines, et cela confortait la division entre français et comoriens, en créant des boucs émissaires.

Les infrastructures sont toujours aussi sous-dimensionnées face à la population qui grandit. Malgré les annonces gouvernementales, aujourd'hui encore, impossible de dire où sont passés les 1,6 milliard d'euros d'investissements promis pour la période 2019-2022. Par contre, Mayotte compte désormais plus de policiers et gendarmes que le département des Bouches-du-Rhône avec la ville de Marseille. Les rafles systématiques par la PAF (Police de l'air et des fron-



Destruction d'habitations de fortune lors de l'opération Wuambushu, en mai 2023.



Des dizaines de milliers d'enfants vivent dans les bidonvilles (photo 2017).

tières) font que l'île détient le record d'expulsions (22 000 personnes/an en moyenne).

Au printemps 2023, au prétexte de lutter contre l'insécurité, l'État a organisé l'opération Wuambushu, véritable chasse aux pauvres. 1 800 gendarmes et policiers envoyés en renfort ont détruit près de 700 cases de bidonville et expulsé des milliers de pauvres. Cette opération a entretenu l'amalgame étranger-délinquant, alors que dans les bandes, les jeunes armés de machettes sont aussi bien mahorais que comoriens.

Certaines bandes deviennent de véritables gangs à la violence sans retenue. Ils agressent, coupent les routes pour racketter, et cambriolent les maisons. Tous les travailleurs subissent leurs exactions.

Cette violence naît de la misère. À Mayotte, 9 % des enfants souffrent de malnutrition. Nombre de cambriolages commencent par le contenu du frigo. Le chômage fait aussi des ravages. Et si une partie des garçons rejoignent les gangs, les filles, elles, sont poussées à se prostituer. Voilà la vie qu'offre le septième des pays les plus riches au monde à des milliers d'adolescents.

La violence est aussi le fruit des politiques anti-immigrés. Depuis 2018, le droit du sol a été durci. Les enfants nés de parents étrangers devront, pour pouvoir demander la nationalité française à leurs 18 ans, prouver qu'au moins un de leurs deux parents est arrivé légalement à Mayotte au moins trois mois avant leur naissance. Cette



réforme a bloqué sur l'île des milliers de jeunes nés à Mayotte de parents étrangers, sans possibilité d'avoir des papiers français. À cause du visa territorialisé, s'ils obtiennent un titre de séjour, celui-ci ne leur permet pas de circuler en France métropolitaine, ni même à La Réunion voisine. L'État les prive d'avenir : ni travail, ni études. Ils sont aussi à la merci d'une rafle qui peut les envoyer aux Comores, où ils n'ont jamais mis les pieds. 9 000 enfants sont aussi privés d'école, car les mairies exigent toujours plus de papiers pour les inscrire. Et plus de 10 000 enfants sont livrés à eux-mêmes, car leurs parents ont été expulsés du jour au lendemain aux Comores. Alors, parmi tous ces désespérés, une petite fraction rejoint les gangs pour survivre.

Voilà le cercle vicieux dans lequel la politique de l'État enferme les habitants de Mayotte. Il sacrifie la jeunesse et fabrique la guerre entre pauvres. En pointant du doigt les immigrés, il offre un tremplin aux idées les plus réactionnaires.

### LES « COLLECTIFS CITOYENS » : MILICES ANTI-IMMIGRÉS DE LA PETITE BOURGEOISIE DÉÇUE ET INQUIÈTE

On peut voir la progression des idées réactionnaires sur l'île en suivant l'évolution du vote Rassemblement national. Au premier tour de l'élection présidentielle, il est passé de 2,7 % en 2012, à 27 % en 2017 et 42 % en 2022. Cette année-là, Marine Le Pen est arrivée en tête du deuxième tour avec 59 % des voix. Pas étonnant qu'elle ait été accueillie triomphalement lors de sa dernière visite, en avril dernier. Mais les résultats du RN ne reflètent l'évolution que d'une fraction de la population de l'île. Avec 23 000 voix (sur 310 000 habitants) le vote RN représente la réaction de la petite

bourgeoisie déçue de la départementalisation. Mais celle-ci n'en est pas restée au vote : en parallèle, les représentants de cette couche sociale sont passés aux actes, via les « collectifs citoyens » anti-immigrés.

Dès 2016, le CODIM (Comité de défense des intérêts de Mayotte) s'en prenait violemment aux immigrés, menant des opérations de « décasage » : des familles entières ont été jetées à la rue avec la complicité des policiers et des élus locaux. En 2018, le CODIM était présent sur les barrages, qui ont fait naître un groupe tout aussi réactionnaire : le Collectif Mayotte citoyens 2018. L'insécurité, dénoncée par les grévistes, leur a servi à alimenter l'amalgame entre immigré et délinquant. Comorien devenait synonyme d'indésirable. Depuis, ils ont mené de nombreuses actions coup de poing, toujours sous l'œil bienveillant de la police. Bloquer, pendant des mois, l'accès au service des étrangers de la préfecture, aux dispensaires, s'en prendre aux associations d'aide aux migrants... À quelques-uns, ils ont rendu la vie impossible à des milliers de travailleurs.

Ces militants et leurs dirigeantes, Estelle Youssouffa pour le CODIM et Safina Soula pour le Collectif Mayotte citoyens 2018, font partie de la petite bourgeoisie qui se sent menacée. À propos de Wuambushu, Safina Soula déclare : « *L'île a besoin d'une élite. [...] Il faut qu'on récupère notre foncier, nos champs. Aujourd'hui on veut récupérer notre dû.* » Ils reprochent à l'État de ne pas assez défendre leurs privilèges.

Mais, face à la crise qui s'approfondit et faute d'une autre politique proposée, ces collectifs gagnent le soutien tacite d'une partie des travailleurs français de l'île. Estelle Youssouffa du CODIM, ancienne journaliste de LCI, a lancé sa carrière politique sur le terrain de la haine anti-Comoriens et a été élue députée en 2022.

### 2024 : LES COLLECTIFS PRENNENT LA TÊTE DE LA MOBILISATION

Le sentiment d'abandon de l'État s'est renforcé à partir de l'été 2023 lors de la crise de l'eau. Pendant près de six mois, la population a subi des coupures d'eau jusqu'à quatre jours sur cinq. Le groupe multimilliardaire Vinci, dont une filiale est chargée de la gestion de l'eau, a empoché des millions sans jamais assurer la production nécessaire. Une fois rétablie, l'eau n'était pas potable. En réponse, ce sont les collectifs qui ont pris la tête de la contestation.

Ils ont gagné en crédit en dénonçant l'État et les élus locaux, accusés de ne pas faire suffisamment la chasse aux immigrés. Pourtant, ils s'illustrent régulièrement sur ce terrain. Le vice-président du conseil départemental a ainsi déclaré à propos des délinquants, dans un amalgame avec les jeunes immigrés : « *Il faut peut-être en tuer.* »

La colère s'est cristallisée aussi contre de nouveaux migrants qui arrivent à Mayotte en provenance de l'Afrique de l'Est. Cette région est dévastée par l'impérialisme, la guerre fait rage au Kivu, au Soudan et la famine décime la Somalie. Parmi tous ceux qui fuient cette barbarie, certains tentent la traversée jusqu'à Mayotte. Estelle Youssouffa, si prompte à dénoncer les « barbares en culottes courtes » à propos des jeunes immigrés, ne dit rien contre les barbares plus puissants qui sèment le chaos dans cette région du monde, à savoir les dirigeants impérialistes et les trusts capitalistes.

Certains réfugiés campent dans des abris de fortune sur un terrain de sport à Cavani, ce qui a déchaîné la colère d'une partie de la population, regroupée sous le nom de Forces vives. En réalité, les mêmes militants des collectifs sont à la tête de

la mobilisation. Ils bloquent l'île au moyen de barrages routiers. Transformés en milice, ils contrôlent les papiers, l'entrée des HLM, l'accès à la barge entre Petite-Terre et Grande-Terre. Ils font régner leur ordre, s'en prenant à tous ceux qui ne respectent pas le mot d'ordre d'« île morte » : lycées encore ouverts ou travailleurs tentant d'aller au boulot. Parmi les immigrés comoriens ou africains, la peur règne. Beaucoup n'osent pas sortir de chez eux et n'ont pas de quoi vivre. Et, parmi les travailleurs français, ceux qui ne partagent pas ces idées n'osent pas non plus se faire entendre.

À l'inverse des précédentes mobilisations, il n'y a pas de revendications sociales, mais uniquement une haine anti-immigrés. La réponse gouvernementale est toujours la même : plus de répression... contre les immigrés. Fin annoncée du droit du sol, rideau de fer maritime, la surenchère démagogique ne résoudra en rien les problèmes de l'île, mais va transformer la vie de dizaines de milliers de travailleurs en enfer.

La crise de cet hiver a montré que certains travailleurs ont rejoint les barragistes. S'ils sont happés par ces idées réactionnaires, c'est que personne ne combat les politiciens nationalistes. Au contraire, les organisations de gauche et les syndicats apportent leur crédit à cette politique xénophobe. Ils ont contribué à obscurcir la conscience des travailleurs en rejoignant les Forces vives.

#### AVEC LA COMPLICITÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET DE LA GAUCHE

Au pic de la mobilisation, Haoussi Boinahedja, le secrétaire général de l'union départementale CGT de Mayotte, tout en dénonçant les inégalités salariales avec la métropole et la



**Le secrétaire général de la CGT Mayotte, Haoussi Boinahedja, invité en tant que porte-parole des Forces vives sur une chaîne de télévision locale, en janvier 2024.**

responsabilité de l'État français dans la pauvreté qui règne à Mayotte, a dénoncé dans les médias « une immigration d'appropriation, car l'État comorien revendique notre territoire ». Il reprend à la fois l'amalgame entre immigrés et délinquants et l'idée que l'arrivée des immigrés serait manipulée par le gouvernement comorien d'Azali Assoumani. Il distille ainsi du poison xénophobe.

Car la délinquance n'a rien à voir avec la carte d'identité.

En abandonnant la lutte de classe pour le nationalisme franco-mahorais, ce syndicaliste range les travailleurs français derrière leur bourgeoisie et abandonne plus de la moitié du monde du travail. Il se place aussi sur le même terrain que le CODIM, Youssouffa et tous ceux qui réclament la fin du visa territorialisé : pas par préoccupation du sort des migrants, enfermés sur l'île, mais pour les accuser d'être un fardeau pour les travailleurs mahorais. Les travailleurs conscients doivent non seulement s'attaquer à ce visa, mais se battre aussi pour la liberté de circulation et d'installation, pour l'abolition des frontières. Car les seuls à mourir en tentant de fuir leur pays

d'origine, ce sont les pauvres. Ceux qui ont de l'argent, qui connaissent les bonnes personnes, arrivent toujours à circuler.

Yasmina Aouny, candidate LFI aux législatives de 2022, est devenue une des porte-parole des Forces vives. Elle reprend la campagne contre les migrants africains, en parlant de « l'arme démographique qui fait implorer le territoire ». Sa politique conduit finalement à soutenir une guerre entre pauvres. Voilà où mène le nationalisme, l'attachement à l'État qui caractérise LFI. Quand la crise s'approfondit, ses représentants se retrouvent du côté de ceux qui s'en prennent aux plus pauvres. Et à La Réunion le député LFI Ratenon a repris les mêmes raisonnements à l'encontre cette fois des Mahorais. Face à la violence qui progresse, il réclame « l'arrêt immédiat de la venue des enfants de Mayotte dans des familles sur notre territoire sans contrôle et qui se retrouvent à la rue ». Les Mahorais pauvres qui cherchent un avenir meilleur sont en effet traités à La Réunion comme les Comoriens le sont à Mayotte : fauteurs de troubles et indésirables. Tous les pauvres qui pensent s'en sortir

FACEBOOK / KWEZI



en s'attaquant à plus pauvres qu'eux sont prévenus : c'est un piège qui se retourne toujours contre eux.

En se plaçant sur le terrain de la République, et en renonçant à une politique indépendante pour les travailleurs, ces dirigeants les conduisent dans une impasse. En faisant des immigrés les boucs émissaires, ils détournent la colère, font le jeu des exploités et se transforment en complices des capitalistes.

### OPPOSER L'INTERNATIONALISME OUVRIER À LA GUERRE ENTRE LES PAUVRES

Cette situation de guerre entre pauvres sonne comme un avertissement pour nous aussi en métropole. Quand la crise s'aggrave, la désillusion de la petite bourgeoisie peut l'amener à se transformer en milice. Et elle peut tenter d'entraîner une fraction de notre camp, victime des effets de la paupérisation, de la délinquance, de la violence. La seule manière de ne pas se laisser embarquer, c'est de suivre la boussole de la lutte de classe. Il faut que les travailleurs restent conscients que la seule frontière qui vaille c'est celle qui nous sépare de nos exploités.

Pointer du doigt les immigrés revient à exonérer les vrais responsables de la situation à Mayotte. Ainsi, en visite sur un barrage, le préfet a répondu à un travailleur qui l'interpellait sur le smic bien trop bas : « *Quand la sécurité va revenir, les prix vont baisser.* » Un gros mensonge ! Et si les travailleurs

ne parviennent pas à nourrir leur famille, c'est autant en raison des salaires insuffisants que de la vie chère.

Qui profite des bas salaires ? Le patronat, à l'image d'Ida Nel, propriétaire du port de Mayotte, qui a fait toute sa fortune à Mayotte. D'où vient la vie chère ? Des groupes Hayot et Sodifram qui se partagent près de 84% du marché de l'alimentaire à Mayotte. Ceux qui font les poches des travailleurs, ce ne sont pas les voisins venus d'Anjouan ou de RDC, mais les Nel, Hayot et Cie !

Qui a privé d'eau les travailleurs pendant des mois ? Là encore, pas les immigrés, mais le trust Vinci. De son côté, la famille Bamana, qui possède des terrains où devait être creusée la troisième retenue collinaire, fait obstacle au projet depuis 2009 ! Voilà les responsables.

Pour en finir avec la violence qui pourrit le quotidien, il faudrait pouvoir s'attaquer à la misère, et au chômage. Cela ne pourra se faire sans renverser la domination des capitalistes sur toute l'économie. Mais les travailleurs pourraient commencer par contrôler : où sont passés les fonds de l'usine de dessalement ? Où sont passés les fonds promis pour la construction de logements, pour le nouvel hôpital, pour les transports en commun ? Plutôt que de se transformer en milices qui contrôlent les voisins comoriens ou africains, contrôlons les vrais responsables de nos problèmes : les capitalistes qui accumulent des fortunes et les différents services de l'État et des collectivités territoriales qui ne ré-

pondent en rien aux besoins de la population.

Plus largement, il importe que les travailleurs comprennent qu'une partie des problèmes vient du pourrissement du capitalisme. Les guerres et les famines qui ravagent les pays de l'Afrique de l'Est sont le produit de l'avidité des trusts occidentaux pour les minerais de cette région. Et tant qu'il y aura cette barbarie, il y aura des hommes et des femmes qui tenteront de sauver leur peau, quels que soient les ceintures de fer ou les barbelés qu'on mettra sur leur route.

Et les politiciens xénophobes qui jettent de l'huile sur le feu seront les premiers à se mettre à l'abri lorsque la situation dégénérera en réelle guerre entre exploités. Les travailleurs seront en première ligne. Alors, parmi eux, ceux qui refusent de se transformer en futurs bourreaux de leurs voisins doivent dès maintenant démasquer ces apprentis sorciers.

Seuls les travailleurs pourront mettre à bas le système capitaliste à l'origine des guerres, du sous-développement et de la misère qui ravagent la planète et dont Mayotte concentre une partie des conséquences. Pour y parvenir, ils devront prendre conscience à l'échelle de la région tout entière et même au-delà qu'ils appartiennent à un même camp.

Il faut pour cela qu'il y ait des hommes et femmes qui défendent ces perspectives, en métropole comme là-bas, dans le camp des travailleurs.

5 mai 2024



## Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière

**L'article qui suit est la traduction d'un texte du récent congrès du groupe trotskyste des États-Unis The Spark, paru dans la revue *Class Struggle* (n° 119, printemps 2024).**

L'espérance de vie aux États-Unis est en recul. Ce déclin, amorcé en 2010, touche d'abord la population active. Loin d'être une bizarrerie statistique, cette baisse est symptomatique des attaques généralisées que la classe capitaliste mène contre les travailleurs depuis cinquante ans.

### SUPPRESSIONS D'EMPLOIS...

Le capitalisme a toujours cherché des moyens de payer à moindre coût sa main-d'œuvre. Et le premier moyen pour y parvenir est souvent de supprimer des emplois et de forcer les travailleurs qui restent à accepter davantage de travail. Tout en prétendant que c'est la technologie qui fait disparaître les emplois, les capitalistes organisent et réorganisent le travail pour supprimer autant de postes que possible.

Contrairement à ce que prétendent les médias, le problème n'est pas la disparition des travailleurs, c'est celle des emplois.

Même les statistiques officielles le montrent. Seuls 62,5 % des personnes en âge de travailler font aujourd'hui partie de la population active, c'est-à-dire

occupent un emploi ou sont en recherche active d'emploi. Ce chiffre est en baisse constante depuis 2000. Aujourd'hui, il est retombé à ce qu'il était au début des années 1970.

Et ce n'est qu'une partie du tableau. Parmi ceux qui ont un emploi, 10 % sont des travailleurs intérimaires, dont l'emploi est par définition précaire. 20 % sont des travailleurs de type Uber ou à temps partiel, souvent forcés de cumuler deux ou trois emplois pour survivre.

D'ailleurs, le ministère américain du Travail, qui compile ces chiffres, considère qu'une personne est employée même si elle n'a travaillé qu'une heure au cours d'une semaine donnée. Combien d'emplois d'une heure faut-il pour survivre ?

La réduction du nombre d'emplois n'a pas touché uniformément les différentes catégories de travailleurs. Au sein de la population active, la part des hommes âgés de 20 à 64 ans a diminué, tandis que celle des personnes âgées, des femmes et des enfants a augmenté.

Le fonctionnement normal du capitalisme conduit à ce que des personnes âgées, des femmes et des enfants aient besoin de travailler, tandis que

le travail des hommes entre 20 et 64 ans, lui, coûte davantage aux capitalistes. De fait, depuis les années 1950, cette catégorie de travailleurs s'est retrouvée moins sollicitée. Et, avec la crise économique actuelle, cette tendance s'est renforcée : les capitalistes ont recours plus encore qu'avant aux fractions les plus vulnérables de la classe ouvrière.

Les travailleurs âgés en particulier ont été poussés à retourner sur le marché du travail. Parce que la société capitaliste a réduit et supprimé les pensions de retraite, les prestations sociales versées par l'État et le niveau de Medicare<sup>1</sup>, le travail est devenu davantage une nécessité, même pour les plus âgés. Depuis le reflux de la pandémie de Covid, la plus forte augmentation du nombre de personnes qui travaillent a été constatée dans la classe d'âge des plus de 55 ans, notamment au-delà de 65 ans.

De même, la part des femmes dans la population active n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, 47 % des travailleurs sont des femmes et 53 % des hommes. En 1995, la proportion était de 40 % pour les femmes et 60 % pour les hommes et, en 1950, elle n'était

1 Assurance-santé publique pour les plus de 65 ans (LDC).





**Un enfant employé par un sous-traitant dans l'usine de viande bovine JBS à Grand Island, au Nebraska.**

que de 30 % pour les femmes et 70 % pour les hommes.

Certaines personnes considèrent le travail des femmes comme un signe d'ouverture de la société à leur égard. Ce serait peut-être vrai... si les femmes étaient payées autant que les hommes. Mais le salaire des femmes n'a pas rattrapé celui des hommes. L'accès croissant des femmes à l'emploi coïncide avec le désir des capitalistes d'accroître la partie de la main-d'œuvre qui leur coûte moins cher. C'est pour cette même raison qu'une partie importante de la classe capitaliste fait pression pour faire venir davantage d'immigrés, rendus particulièrement vulnérables par leur absence de statut légal.

À une échelle beaucoup plus réduite mais significative, plus d'enfants travaillent, dont certains ont moins de 10 ans. Nous ne sommes pas encore de retour au 19<sup>e</sup> siècle, pendant lequel le travail des enfants était endémique, même dans les plus grandes entreprises. Mais il est en augmentation aujourd'hui. En 2023, le ministère du Travail a répertorié 5 792 enfants mineurs qui travaillaient, presque le double des chiffres de 2020. Cela peut sembler insignifiant par rapport à la population active, qui compte aujourd'hui plus de 167 millions de per-

sonnes. Mais le ministère du Travail ne peut prétendre qu'il est à l'affût des infractions, car 99,99 % des lieux de travail ne sont jamais inspectés. Les 5 792 enfants recensés ne donnent qu'une idée très sous-estimée du nombre d'enfants réellement exploités dans l'industrie. Le jeune migrant tué dans une usine de volailles du Mississippi, l'enfant qui a perdu une partie de son bras dans une usine de transformation de viande de l'Iowa, le garçon de ferme de 16 ans qui est mort dans une scierie du Wisconsin : ces trois-là n'étaient pas entrés tout seuls dans de grandes entreprises.

Quand il découvre une infraction, le ministère du Travail dénonce « autant » les employeurs qui mettent les enfants dans de telles situations que les parents ou tuteurs qui les laissent aller travailler. C'est le rôle habituel de l'État qui, pour dédouaner le système qui régit cette maison de fous, pointe du doigt ses habitants.

### RÉDUCTION DES SALAIRES...

Au cours des cinquante dernières années, les capitalistes ont diminué la part du revenu dévolue aux salaires des travailleurs.

Le salaire minimum n'a pas évolué depuis 2009. En dollars constants, il est inférieur à ce qu'il était en 1959. Aujourd'hui, quelqu'un qui gagne le salaire minimum pour une semaine de 40 heures, 52 semaines par an, sans aucun jour de congé, ne gagnera que 20 dollars de plus sur l'année que ce qui est nécessaire pour rester au-dessus du seuil de pauvreté. Et il s'agit là de la pauvreté telle qu'elle est définie par le gouvernement, non de la réalité. Certes, seule une très faible proportion de la main-d'œuvre est rémunérée au salaire minimum, peut-être moins de 2 %. Mais le fait de fixer un seuil si épouvantablement bas vise à tirer tous les salaires vers le bas.

Dans l'ensemble, les salaires ont été diminués. Cela ne veut pas dire que tous les salaires versés par les patrons à leurs salariés, pris un par un, ont été systématiquement baissés, bien que cela soit parfois arrivé. Mais la masse salariale versée par la classe capitaliste a été réduite. Les travailleurs salariés âgés qui ont perdu leur emploi ont été généralement incapables d'en retrouver un dont le salaire soit comparable à celui de l'emploi qu'ils occupaient précédemment. Les nouveaux travailleurs débarquant sur le marché du travail ont découvert qu'ils dépendaient d'une grille salariale complètement différente, très défavorable par rapport à celle de leurs parents et grands-parents.

Au-delà, l'inflation a eu pour effet de réduire la valeur des dollars touchés en salaire. Le point culminant des salaires, en dollars constants, a été atteint au début des années 1970.

De 2010 jusqu'à 2020, les prix ont connu une hausse régulière mais pas spectaculaire, généralement d'un à deux pour-cent par an. Puis, en trois ans, de 2021 à 2023, les salaires ont perdu plus de valeur qu'au cours des onze années précédentes, et

l'inflation est devenue un problème majeur, dont pratiquement tout le monde est devenu conscient.

Le problème n'est pas l'inflation en soi. C'est qu'elle se concentre sur les articles de première nécessité. Le logement, la nourriture, les transports, les soins médicaux ont tous connu une explosion des prix. En trois ans, le prix des voitures neuves a augmenté de 31%, celui des voitures d'occasion de 40%. Même lorsque le prix des voitures a connu une baisse partielle, il a été loin de retrouver le niveau antérieur, et certainement pas un niveau correspondant au pouvoir d'achat des travailleurs, même avec un emprunt sur six ans.

Quant aux gros titres qui proclament que l'inflation baisse, c'est vrai s'ils veulent dire que le taux d'inflation est légèrement inférieur à ce qu'il était il y a six mois. Mais les prix n'en continuent pas moins d'augmenter.

Les salaires horaires ne sont pas la seule raison pour laquelle les revenus des travailleurs ont chuté de manière catastrophique. Aujourd'hui, les régimes de retraite et de soins de santé disparaissent, sauf pour les cadres et les professions libérales. Aux États-Unis, contrairement à la plupart des autres pays industrialisés, ce qu'on appelle les « prestations sociales » ne sont pas financées par la société mais par l'employeur individuel. Les pensions de retraite et d'invalidité versées par l'État, les seules exceptions, ont décroché par rapport à l'inflation, de sorte qu'à elles seules elles ne permettront pas aux retraités d'échapper à la pauvreté. Et le financement de Medicare, autrefois vanté comme le moyen d'étendre la couverture sociale aux personnes âgées, absorbe aujourd'hui une part plus importante du revenu des retraités que les soins médicaux ne le faisaient avant son avènement.

### ... DE QUOI PERMETTRE AUX CAPITALISTES D'AUGMENTER RAPIDEMENT LEUR PART DES RICHESSES

Aujourd'hui, le pays compte 756 milliardaires. Au total, ce petit groupe de personnes possède 4480 milliards de dollars. C'est, à quelque chose près, l'effectif de la classe capitaliste. Leur économie étant engluée dans une crise sans fin, ils se sont protégés en aggravant l'exploitation de la classe ouvrière.

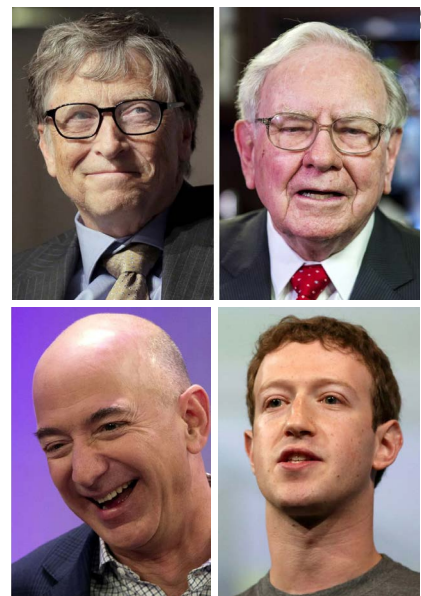
Voici le résultat : les 1% les plus riches de la population possèdent collectivement près du double de la richesse détenue par les 90% les plus pauvres, soit 291 millions de personnes.

Cette accumulation de richesses entre les mains de la classe capitaliste et de ses alliés a eu un impact notable sur la vie des classes laborieuses et provoqué une flambée des maladies et maux liés à la pauvreté. Malnutrition et obésité, diabète, hypertension artérielle et problèmes cardiaques afférents, mortalité maternelle élevée, maladies infantiles qu'on avait pu croire éradiquées : tout cela est en augmentation, de même que sont en augmentation des plaies sociales telles que l'absence d'un toit, les addictions à la drogue, aux médicaments antidouleur et à l'alcool, les suicides et les meurtres entre personnes qui se connaissent.

En d'autres termes, l'accumulation de richesses au sommet conduit la population laborieuse à une mort plus précoce.

### UN ÉLECTORAT EN ÉVOLUTION, MAIS TOUJOURS PAS DE PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Président en exercice, Biden est communément tenu responsable de la situation dans laquelle se trouvent la plupart



Quelques milliardaires en dollars américains : de gauche à droite et de haut en bas, Bill Gates, Warren Buffett, Jeff Bezos, Mark Zuckerberg.

des travailleurs. Néanmoins, Trump aussi a ses problèmes. Son taux d'impopularité a récemment atteint les 57% de la population, juste derrière les 59% de Biden. Mais les 57% qui détestent Trump appartiennent à une autre couche sociale que les 59% qui détestent Biden.

Le problème n'est pas seulement, comme le disent les médias, que le paysage politique est fracturé et que les gens se polarisent de plus en plus.

Nous constatons la poursuite, et peut-être le renforcement, d'un réalignment de l'électorat des deux partis, réaliment entamé il y a plusieurs décennies, mais qui s'est indéniablement accéléré lors des deux dernières campagnes présidentielles.

Des pans de l'électorat ouvrier blanc, en particulier dans les régions rurales ou semi-rurales, ont commencé à glisser vers le Parti républicain depuis l'époque de la guerre du Vietnam. À cette époque, le Parti républicain a progressé en jouant sur le mécontentement réel des travailleurs blancs, mais il cherchait à orienter leur colère dans le sens d'un ressentiment raciste envers les Noirs ou les



immigrés. Mais quand Trump est entré en scène, il a recouvert le racisme inhérent au Parti républicain avec un discours « de classe ».

Il s'est adressé à ces « *Américains qui travaillent dur, qui ne récoltent pas le fruit de leur travail* ». Il s'est fait un plaisir de ridiculiser les « élites », les diplômés de Harvard qui « *veulent vous expliquer comment vivre votre vie, comment élever vos propres enfants* ». Avec son aplomb de démagogue, son côté racoleur et sa verve d'escroc de l'immobilier, Trump a dénoncé le marigot de privilégiés issu des grandes écoles, dont il provient lui-même et dans lequel il évolue encore.

Au début, il a rencontré un écho essentiellement parmi les travailleurs blancs mais, plus récemment, il a obtenu le soutien de milieux latinos, et même parmi la population noire – et pas seulement parmi leurs couches petites-bourgeoises « privilégiées ». Aux travailleurs noirs et latinos, il adresse sa propagande sur le flot de « nouveaux » immigrés qui viendraient prendre leurs emplois, et sa campagne rencontre un écho parmi ces deux catégories. Des sondages réalisés à l'automne dernier montrent que Trump est soutenu par plus de 20% de la population noire, et même plus de 30% des hommes noirs, surtout les plus jeunes. En 2022 déjà, Trump avait remporté certains districts du Texas et du Sud-Ouest, et dans les sondages de 2024 il continue de gagner des parts de l'électorat latino, bien au-delà des électeurs d'origine cubaine traditionnellement de droite.

Dans le même temps, les démocrates ont fait une mue très prononcée, en essayant de gagner les voix de la petite bourgeoisie périurbaine privilégiée et diplômée. En partie à cause de l'arrêt de la Cour suprême qui a annulé la décision *Roe v. Wade*<sup>2</sup>,



LEAH MILLIS / REUTERS

**Depuis 2016, Trump continue à se poser en défenseur des travailleurs. Ici lors d'un meeting à Allentown, en Pennsylvanie, en octobre 2020.**



KIRSTEN LUCE / NEW YORK TIMES

**Mineurs non accompagnés entrés aux États-Unis en quête de n'importe quel travail. Ici, entre les mains de la patrouille frontalière de Roma, au Texas, en février 2023.**

et du rôle du Parti républicain depuis, qui a essayé de limiter et de criminaliser l'avortement, cela a fonctionné. Cela a indéniablement permis aux démocrates de garder le contrôle du Sénat en 2022. Et cela a conduit les démocrates à faire tourner leur campagne autour de problèmes dont ils pensent qu'ils plairont davantage à la petite bourgeoisie diplômée.

Certes, il y a toujours une partie de la classe ouvrière, en particulier dans les syndicats, qui considère les démocrates comme son parti, ou du moins qui voit les républicains comme le danger principal. Et la plupart des couches les plus privilégiées de la population s'identifient

toujours comme républicains – sinon comme des partisans de Trump. Le réalignement des deux partis est loin d'être achevé.

Mais aujourd'hui, les démocrates sont confrontés à une classe ouvrière mécontente. Ce sont eux qui sont aux commandes, donc vus comme responsables des difficultés de l'économie et des guerres. Il semble qu'ils aient choisi de tout miser sur la propagande qu'ils utilisaient déjà : premièrement, Biden est la seule protection pour la « démocratie » menacée par Trump et, deuxièmement, le programme économique de Biden « fonctionne » – la preuve étant que le taux de chômage

<sup>2</sup> Arrêt de la Cour suprême de 1973 censé garantir le droit à l'avortement dans l'ensemble des États-Unis (LDC).

officiel baisse, tout comme le taux officiel de l'inflation – un tour de passe-passe statistique qui ne peut pas masquer la réalité quotidienne vécue par les travailleurs.

Il se peut aussi qu'ils misent sur le projet de loi défendu par Bernie Sanders pour une semaine de 32 heures payées 40 – encore une promesse électorale qui n'attend que d'être trahie. Le fait que Sanders et Shawn Fain<sup>3</sup> jouent les rabatteurs de voix pour le Parti démocrate attirera-t-il des travailleurs ? Peut-être.

Néanmoins, ce sont les démocrates eux-mêmes qui, en répétant que les choses vont bien, ont permis à Trump de gagner des voix dans la population laborieuse. Pour le moment, ses meetings et ses discours portent sur des questions qui mettent les travailleurs en colère : les suppressions d'emplois, la disparition de certaines industries, le profond ressentiment qu'éprouvent les travailleurs, en particulier dans les régions semi-rurales, qui voient leur monde s'effondrer, et la colère suscitée par l'impression que le gouvernement met ses moyens au service de « ces gens à l'étranger » et de leurs guerres. En fait, Trump joue sur l'idée que les guerres qui ont lieu à l'étranger représentent une menace pour les gens ici, et sur l'inquiétude ressentie par bien des habitants des régions rurales au sujet de l'impact que pourraient avoir ces guerres sur leurs enfants qui, faute de trouver du travail, s'engagent dans l'armée.

Le plus grand danger dans cette élection, ce n'est pas Trump lui-même, c'est le fait que des franges de la classe ouvrière se reconnaissent en lui.

Peu importe qui gagnera cette élection. Ce que celle-ci met en lumière une fois de plus, c'est qu'aucun parti ne se place dans le camp de la classe ouvrière ni

ne représente les intérêts des travailleurs. Aucun parti ne propose à la classe ouvrière d'unir ses forces dans une lutte pour imposer la satisfaction de ses besoins, dans une société où s'accumulent toujours plus de richesses sur son dos.

Et aucun parti ne soulève les deux problèmes auxquels le sort de la classe ouvrière est lié : à savoir, une crise économique qui dure et s'aggrave, tirant la classe ouvrière toujours plus bas, et les préparatifs pour une nouvelle guerre, mondiale, qui tôt ou tard engloutira la population laborieuse de ce pays, comme le reste du monde.

#### LES GUERRES EN COURS À TRAVERS LE MONDE SONT « MADE IN USA »

Jusqu'à présent, les États-Unis ont certes évité d'envoyer leurs propres troupes dans les guerres en Ukraine et désormais à Gaza. Mais ils y sont directement impliqués, et pas seulement par la fourniture d'armes et de financements, bien que ces deux contributions soient énormes. L'armée américaine est aussi impliquée dans les décisions qui ont abouti à l'inva-

sion de l'Ukraine par la Russie, et à l'attaque d'Israël sur Gaza. Dans ces guerres, elle contribue à la planification des batailles et à l'extension de ces conflits, à la collecte d'informations nécessaire à cette planification. Même les armes que les États-Unis choisissent d'envoyer déterminent la forme que prendront ces guerres. Ce sont des guerres américaines, même si les États-Unis ont jusqu'à présent réussi à éviter de fournir eux-mêmes les corps qui servent de chair à canon.

Mais, tout en voyant ces guerres à la télévision ou sur son écran d'ordinateur, la population américaine, en général, ne voit pas le rôle qu'y jouent les États-Unis, et ne se sent pas menacée par la possibilité qu'elles puissent s'étendre ailleurs.

Peu de gens aux États-Unis, derrière les murailles que représentent les deux océans, comprennent viscéralement ce que veut dire une guerre. Les soldats qui partent combattre à l'étranger, peut-être. Mais pas la population. La population n'a pas connu de guerre sur son sol depuis la guerre de Sécession ou, pour les Amérindiens, depuis ce qu'on a appelé les « guerres indiennes ».



ALEX BRANDON AP

**Joe Biden assiste au retour aux États-Unis des corps des trois militaires américains tués le 28 janvier 2024 sur une base américaine en Jordanie, attaque attribuée à des groupes alliés à l'Iran.**

3 Shawn Fain est le président du syndicat de l'automobile, l'UAW (United Auto Workers) (LDC).





**Soldats américains blessés, dans le Centre pour les Intrépides à l'hôpital militaire Brooke de San Antonio, en 2007.**

Dans la mesure où ces deux guerres en cours suscitent des discussions dans les milieux populaires, ces discussions tournent surtout autour de l'argent ou, plutôt, de ce à quoi pourrait servir l'argent dépensé pour les guerres dans d'autres pays s'il était dépensé ici, pour « nos problèmes ». Placés au cœur de l'impérialisme le plus puissant que le monde ait jamais connu, les travailleurs qui raisonnent de la sorte adhèrent à une vision étriquée, patriote jusqu'au fanatisme, de la situation politique.

Le fait est que les États-Unis consacrent des sommes colossales à la guerre, et pas seulement à ces deux guerres-là. Aujourd'hui, en dollars constants, ces dépenses sont plus grandes qu'elles ne l'étaient en 1944, c'est-à-dire dans la phase finale de la Deuxième Guerre mondiale. Les États-Unis représentent environ 40 % des dépenses militaires

mondiales, soit autant que les dépenses militaires cumulées des quinze pays qui les suivent dans le classement.

Il ne s'agit pas simplement, comme le prétendent les deux partis, de sommes consacrées à la « défense ». Il s'agit de l'engagement des États-Unis pour imposer leur ordre sur la planète, à travers les guerres qui ont cours aux quatre coins du monde aujourd'hui. Au-delà, il s'agit de la préparation matérielle pour intervenir directement, ouvertement, dans une autre guerre à l'avenir.

Dans la mesure où les deux partis justifient ces dépenses militaires, ils le font souvent comme si la guerre était un programme de création d'emplois, en mettant en avant les régions du pays qui bénéficient de la production d'armes et d'autres matériels militaires. Biden a utilisé le même argument récemment quand il a demandé

au Congrès une augmentation des sommes consacrées à l'armement pour l'Ukraine et pour Israël.

De telles idées permettent de donner une image aseptisée de la guerre, comme si elle était relativement inoffensive – et inoffensive, elle l'est sans doute jusqu'à un certain point pour les privilégiés qui ont les moyens de s'abriter derrière la muraille de l'océan.

Mais, pour les peuples du reste du monde, c'est-à-dire nos frères et sœurs de classe, il n'y a jamais eu d'océan derrière lequel s'abriter, pas plus que ces océans n'ont protégé les jeunes hommes et femmes de ce pays qui se sont engagés ou ont été appelés sous les drapeaux et envoyés à la guerre. 40 % des anciens combattants qui ont été au combat en Afghanistan et en Irak en sont revenus avec des séquelles à vie, physiques et/ou mentales. Le nombre d'anciens combattants qui se sont suicidés est quatre fois plus élevé que le nombre des soldats morts au combat. C'était le cas au Vietnam aussi.

La population des États-Unis pourra-t-elle encore longtemps se retrancher derrière un océan ? En fin de compte, ce n'est pas la question. Ce qui importe, c'est que la classe ouvrière commence à comprendre la réalité de la guerre de demain, que l'impérialisme américain prépare pour les travailleurs d'ici et du monde entier.

24 mars 2024



## Égypte: dix ans de la dictature militaire d'al-Sissi

**Dix ans après le coup d'État militaire qui avait mis un terme à la crise ouverte par la révolte populaire de 2011, les raisons qui avaient conduit à cette révolte sont toujours présentes et même plus aiguës. Les libertés et droits démocratiques sont plus verrouillés sous al-Sissi qu'à l'époque de Moubarak. Les inégalités sociales se sont accrues. La caste des militaires a considérablement étendu sa mainmise sur l'économie, pendant que les travailleurs et les classes populaires sont écrasés sous les effets d'une crise sans précédent.**

Après les Émirats arabes unis, le Fonds monétaire international ainsi que l'Union européenne et la Banque mondiale viennent de porter secours à l'État égyptien menacé de faillite. Bien que le régime dictatorial du maréchal Abdel Fattah al-Sissi muselle les 111 millions d'habitants que compte le pays, tous craignent une explosion sociale incontrôlable, qui aggraverait l'instabilité dans la région. Alors que la guerre à Gaza se prolonge et que les tensions s'étendent au Moyen-Orient, ils soutiennent d'autant plus la dictature égyptienne, élément de leur domination.

### DU PRINTEMPS ARABE À L'ARRIVÉE DE SISSI

En février 2011, sous la pression populaire, l'état-major, en accord avec les États-Unis, lâchait Hosni Moubarak, le dictateur au pouvoir depuis trente ans. Pour désamorcer la contestation, le maréchal Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, trouva l'appui des principales forces d'opposition, notamment celui de l'organisation des Frères musulmans, pour participer à la « transition démocratique pacifique ». Les Frères musulmans apportaient

le crédit dont ils bénéficiaient dans les couches populaires à l'armée qui les avait réprimés à maintes reprises. Grâce à leurs actions caritatives et à la présence de leurs militants, ils apparaissaient honnêtes et soucieux des plus démunis mais, comme les autres partis politiques islamistes ou démocrates, de droite ou de gauche, ils défendaient l'ordre social bourgeois. Tous ces partis considéraient les classes exploitées comme une masse de manœuvre qui devait rester à sa place, c'est-à-dire docile et soumise aux classes dominantes.

Durant la période d'agitation populaire qui suivit, pendant laquelle se succédèrent grèves ouvrières, manifestations et occupations de places, à aucun moment la situation n'échappa au contrôle des généraux, qui firent le choix de se mettre en retrait. C'est Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, qui remporta l'élection présidentielle du 30 juin 2012 avec 51,7% des voix. Un an plus tard, il faisait face à la colère des masses populaires victimes de ses mesures d'austérité et hostiles au tour dictatorial pris par son pouvoir. Le Front de salut



Manifestation place Tahrir, au Caire, le 12 juillet 2011.





**Au Caire le 24 avril 2013, le président égyptien, Mohamed Morsi, avec, au premier plan, Abdel Fattah al-Sissi, ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée égyptienne.**

national, coalition regroupant des partis de la droite à l'extrême gauche, participa activement au mouvement. Le 30 juin 2013, après des manifestations massives qui exigeaient son départ, Morsi fut destitué par le général Abdel Fattah al-Sissi, son vice-Premier ministre et ministre de la Défense. Le Front de salut national s'effaça derrière l'armée et salua la destitution de Morsi.

Sissi avait agi avec le soutien des États-Unis, de ses alliés dans la région, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël, qui n'acceptaient pas que l'Égypte soit dirigée par les Frères musulmans.

Ainsi à deux reprises, après le départ de Moubarak en 2011 et après l'élection de Morsi en 2013, les militaires avaient réussi à surfer sur les vagues de contestation et à apparaître comme protecteurs des manifestants et garants du changement.

En l'absence d'un parti qui représente ses intérêts, la classe ouvrière, malgré sa participation massive au mouvement de contestation, ses grèves, son courage et sa combativité, n'était pas en mesure d'être porteuse d'une perspective politique pour l'ensemble des classes exploitées. Et c'est fina-

lement l'armée qui profita du dédagisme anti-Moubarak, puis anti-Morsi.

Le renversement de Morsi valut à Sissi une certaine popularité, car il prétendait répondre aux exigences du mouvement populaire et cultivait son image de sauveur de la nation et de rempart contre l'islamisme. Afin de donner une légitimité démocratique à son pouvoir, il convoqua une nouvelle élection présidentielle, qu'il remporta haut la main. Si désormais Sissi apparaissait revêtu d'un costume civil, c'est bien l'armée qui continuait de gouverner le pays.

## DES LIBERTÉS BAFOUÉES

Le soulagement consécutif à la destitution de Morsi fut de courte durée. Les forces de gauche et tous ceux qui avaient apporté leur soutien à Sissi, en considérant que l'armée était un moindre mal, déchantèrent. Après avoir férocement réprimé les partisans des Frères musulmans, l'armée publia décrets et arrêtés destinés à museler toutes les autres oppositions à son pouvoir. Déterminé à ramener la stabilité politique favorable aux affaires de la bourgeoisie, Sissi décréta l'interdiction des ma-

nifestations, fit pourchasser et arrêter les opposants de gauche et les militants ouvriers combattifs. Dix ans après son accession au pouvoir, les libertés, déjà restreintes sous Moubarak, ont encore été réduites.

On estime qu'aujourd'hui près de 60 000 prisonniers d'opinion croupissent dans les geôles égyptiennes. Beaucoup s'y retrouvent sans même avoir été jugés. Certains sont parfois détenus au secret pendant plusieurs mois, d'autres sont battus pendant leur interrogatoire, ou privés de soins médicaux. Les Frères musulmans ont été rejoints par des militants de gauche, des journalistes, des intellectuels, des blogueurs, des artistes dont les moindres paroles et images sont scrutées. Si elles sont jugées subversives, elles peuvent conduire à une arrestation. Les manifestations et les grèves sont illégales. Les partis et les organisations qui critiquent le régime sont censurés et interdits, tout comme les médias indépendants. La quasi-totalité des organes de presse sont désormais aux ordres du pouvoir, directement contrôlés par l'État, les services secrets ou quelques riches hommes d'affaires proches du régime. Le recours à la peine de mort est en constante augmentation : en 2022 les juges ont prononcé 538 condamnations à la peine capitale et l'Égypte a été le quatrième pays au monde procédant au plus grand nombre d'exécutions, principalement par pendaison.

## UNE ÉCONOMIE EN FAILLITE ET SOUS PERFUSION

La dictature s'exerce avec d'autant plus de vigueur que la profondeur de la crise économique fait craindre au régime une explosion sociale. Inflation, chute de la livre égyptienne, pénurie de dollars, l'Égypte



**Al-Sissi accueilli par son allié et bailleur de fonds, le prince saoudien Mohammed ben Salman, le 3 avril 2023.**

connaît une des pires crises de son histoire. L'État a un besoin vital de devises pour importer une grande partie de sa nourriture et rembourser sa dette extérieure, qui s'élève à près de 165 milliards de dollars. Le paiement des intérêts sur la dette de l'État s'élève à 42 milliards de dollars par an, soit les deux tiers des recettes budgétaires. En janvier, l'Égypte était considérée comme le deuxième des pays les plus à risque de faire défaut sur sa dette, juste derrière l'Ukraine en guerre. Faute de dollars, entre 5 et 15 milliards de dollars de marchandises sont restées bloquées dans les ports, paralysant l'activité de nombreuses entreprises.

L'État doit verser toujours plus d'intérêts à ses créanciers, pendant que les trois plus importantes sources de revenus du pays – transfert de devises de la diaspora, tourisme et canal de Suez –, déjà touchées par le Covid, se sont effondrées sous l'effet conjugué des guerres en Ukraine et à Gaza.

La première ressource du pays, constituée des transferts des millions de travailleurs égyptiens installés dans les pays du Golfe et du bassin méditerranéen, a chuté de 30 à 22 milliards de dollars en 2023. La guerre en Ukraine a privé le secteur touristique de la clientèle

ukrainienne et russe, soit 40 % des touristes étrangers. Elle a provoqué aussi une flambée du prix du blé qui a porté un lourd préjudice à l'Égypte, qui en est le principal importateur mondial.

En mer Rouge, les attaques des rebelles houthistes du Yémen en soutien aux Gazaouis ont fait chuter le trafic maritime dans cette zone stratégique. Les sommes payées chaque année par les porte-conteneurs et autres navires qui transitent par le canal de Suez, plus de 10 milliards de dollars habituellement, ont baissé de 40 à 50%. L'autre conséquence de la guerre au Moyen-Orient est la dislocation des liens économiques entre Israël et l'Égypte, notamment la baisse des exportations gazières en provenance d'Israël, qui engendre des coupures d'électricité préjudiciables.

Pour éviter la faillite d'un État indispensable à l'ordre des grandes puissances dans la région, les alliés régionaux de l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, ainsi que les institutions financières internationales, viennent de débloquent des fonds importants. Le 6 mars, le FMI a consenti un prêt de 8 milliards de dollars, à condition que le cours de la livre égyptienne soit flottant et que le taux d'intérêt de la Banque centrale soit relevé de 24 à 30%. Les

exigences du FMI font le bonheur des affairistes et des spéculateurs mais, en rendant l'argent plus cher, elles risquent d'accroître un chômage déjà massif. Le 17 mars, la Banque mondiale accordait, elle, une aide de 6 milliards de dollars sur trois ans. Le même jour, Sissi obtenait de l'Union européenne une aide de 7,4 milliards pour jouer le rôle de rempart contre les flux migratoires. L'Égypte n'est pas seulement un pays d'émigration, c'est aussi un refuge pour neuf millions de migrants qui ont fui les guerres régionales, selon les estimations gouvernementales. Quatre millions de Soudanais, un million et demi de Syriens, un million de Yéménites et un million de Libyens y auraient trouvé refuge. Sissi a réussi à monnayer son rôle de gardien de l'ordre impérialiste auprès des institutions internationales. Il a pu compter aussi sur l'Arabie saoudite et les Émirats, ses principaux bailleurs de fonds, pour qui la stabilité de l'Égypte est essentielle. Depuis le coup d'État de 2013, qu'ils avaient encouragé, Saoudiens et Émiratis auraient investi 100 milliards de dollars en Égypte et les Émiratis viennent d'annoncer qu'ils comptent investir à nouveau 35 milliards. Tout en maintenant l'Égypte à flot, cette manne financière a permis aux monarchies du Golfe de faire main basse sur des terres, des stations balnéaires et des entreprises publiques. Ainsi, les Émirats prévoient de consacrer 10 milliards au seul développement de Ras el-Hikma, une ville sur la côte méditerranéenne, afin d'en faire une station balnéaire de luxe, un centre financier et une zone franche, dotée d'un port et d'un aéroport international. Les Émirats percevront 65 % des revenus d'exploitation. L'Arabie saoudite entreprend un projet similaire dans l'est du Sinaï, à Ras Ghamila, au débouché du golfe d'Aqaba. Outre les financiers internationaux, le projet profitera aux patrons du BTP égyptiens,



mais surtout à l'armée, dont les officiers supérieurs sont d'après investisseurs.

## L'ARMÉE, PILIER ÉCONOMIQUE DU RÉGIME

Forte de 468 500 hommes, l'armée égyptienne est une des plus puissantes d'Afrique et du Moyen-Orient. Chaque année, elle reçoit 1,3 milliard de dollars des États-Unis. La caste des officiers qui la dirige s'est imposée à la tête d'un vaste empire économique et, sous le règne de Sissi, la liste des secteurs dans lesquels elle est impliquée n'a cessé de s'allonger. Une loi interdit de rendre public le budget militaire, mais celui-ci est estimé entre 20 et 40 % du produit intérieur brut (PIB). Sous la tutelle du ministère de la Défense nationale et de celui de la Production militaire, une soixantaine de grandes sociétés opèrent dans dix-neuf industries. Armement, agroalimentaire, boulangerie, médias, construction automobile, tabac, industrie pharmaceutique, transports, engrais, tourisme... aucun secteur ne lui échappe, ce qui fait dire aux Égyptiens que « la plupart des États ont une armée mais, en Égypte, c'est l'armée qui a un État ». Comme ses prédécesseurs, Sissi a nommé des militaires, d'active ou retraités, à la tête des grandes compagnies publiques. Les retraites d'officiers étant peu lucratives, ces postes leur permettent de conserver un certain standing.

Même si le secteur privé est majoritaire, avec 70 % du PIB, l'armée est en position dominante. Les militaires qui s'arrogent les marchés publics sont les donneurs d'ordres dans de nombreux domaines. Bien souvent, le secteur privé se retrouve en position de sous-traitant. Les entreprises sous son contrôle ne paient ni taxes, ni impôts, ni droits de douane. Elles n'hésitent pas à recourir



MOHAMED OUDA / CC

**La nouvelle capitale administrative, construite pour désengorger le Caire, éloigner et protéger les institutions d'une potentielle révolte. De forme cylindrique, l'Iconic Tower (400 m) est la plus haute tour d'Afrique.**

aux conscrits, main-d'œuvre bon marché qu'elles exploitent sans vergogne, pour la construction de ponts, routes et villes nouvelles. Cette main-d'œuvre est utilisée par la New Capital Company qui gère, sous contrôle de l'armée, la construction en plein désert de la nouvelle capitale, censée désengorger Le Caire et ses 22 millions d'habitants. Elle n'est toujours pas terminée et a déjà coûté plus de 60 milliards de dollars. Ces investissements colossaux ont enrichi les marchands de béton et n'ont fait qu'accroître la dette du pays et l'emprise de l'armée sur l'économie.

L'armée contrôle tous les ports et les péages des routes industrielles qu'elle a pavées. Elle dispose comme bon lui semble des terres d'État, qui constituent 94 % des terres du pays, et d'un contrôle sur les zones stratégiques, le littoral, le Sinaï, le canal de Suez, où se concentrent la majorité des investissements. Quiconque proteste contre ses passe-droits est accusé d'être un Frère musulman, c'est-à-dire un terroriste. Un patron de l'agroalimentaire qui avait refusé de céder son entreprise s'est retrouvé en prison.

L'armée est loin d'honorer tous les contrats qu'elle signe. Mohamed Ali, un ancien acteur reconverti dans le bâtiment, en a fait l'expérience. En 2019, mécontent de ne pas avoir été payé, il a dénoncé sur les réseaux sociaux les méthodes de l'armée, la corruption et le mépris des hauts gradés. Ses

vidéos virales ont attisé la colère de la population. Durant trois jours, plusieurs milliers de jeunes ont manifesté et ont repris les slogans de 2011. Les rues du Caire ont résonné aux cris de « Sissi dégage ! » L'appareil répressif s'est abattu sur eux, plus de 4 000 jeunes ont été arrêtés, ceux à qui la justice n'avait rien à reprocher sont restés des mois en détention provisoire, pour l'exemple, afin de dissuader tout retour de la contestation. Un jeune manifestant exprimait ainsi sa rage : « *Foutue dictature policière, la crise économique, l'armée... Ils nous écrasent du bout de leurs chaussures et ne laissent aucune chance aux jeunes.* »

## LE RÉGIME CRAINT UNE NOUVELLE RÉVOLTE

À la veille de la présidentielle de 2023, répondant aux critiques concernant les mégaprojets qui avaient ruiné le pays, Sissi justifiait sa politique : « *Si le prix du progrès et de la prospérité est d'avoir faim et soif, ne mangeons pas et ne buvons pas.* » *Le Monde* rapporte qu'en mars à Alexandrie, durant le ramadan, des cortèges réunissant des dizaines de personnes lui ont répondu en défilant avec des pancartes « On a faim, ô Sissi ». Le progrès qu'invoque Sissi ne profite qu'à une minorité qui vit dans le luxe, barricadée dans des quartiers sécurisés, loin de la pauvreté, de la misère des classes populaires et

de la paupérisation des classes moyennes.

Coupe dans les subventions à l'énergie et aux biens de première nécessité, hausse des prix du transport, chômage : la majorité des Égyptiens sont pris à la gorge. 60% de la population est considérée comme pauvre et ne profitera pas des milliards de dollars promis à Sissi, en revanche elle en paiera les intérêts. La presse rapporte les propos lucides d'une femme qui s'enquerrait de l'arrivée du sucre dans une épicerie du quartier cairote de Dokki : *« Ils ont donné l'impression que les dollars pleuvaient sur nous. Que diriez-vous d'une pluie de sucre bon marché ? »* Avec les pénuries et une inflation annuelle de plus de 39%, et même de 70% pour les produits alimentaires, se nourrir est un parcours du combattant. Une colère sociale couve et s'est exprimée fin février, lors de la grève des 3 700 ouvrières des filatures de l'entreprise publique de Mahalla el Koubra, dans le delta du Nil. Elles n'acceptaient pas que les 750 000 travailleurs des entreprises publiques ne bénéficient pas des hausses du salaire minimum accordées aux cinq millions de fonctionnaires.

Rejointes par plusieurs milliers d'autres travailleurs du site, les grévistes n'ont pas hésité à braver l'interdiction de manifester et ne se sont pas laissés intimider par la centaine d'arrestations. La grève gagnant d'autres secteurs, Sissi a lâché du lest et a annoncé que les 750 000 travailleurs du secteur public percevraient, comme les fonctionnaires, une augmentation du salaire minimum, le portant à 6 000 livres égyptiennes, soit 180 euros.

Sissi a donc cédé après quelques jours de grève,

conscient que sinon il risquait d'être confronté à une contestation bien plus difficile à contrôler. La classe ouvrière représente une force en Égypte. Malgré des syndicats réprimés et domestiqués, l'embrasement des concentrations ouvrières, présentes notamment dans le delta du Nil, est considéré comme un risque majeur par le régime.

Il faut ajouter que, depuis le 7 octobre et la guerre à Gaza, la contestation a trouvé un nouveau canal pour s'exprimer. La question palestinienne est revenue au-devant de la scène, ranimant une vie politique que le régime a mis des années à étouffer. Le pouvoir craint que les actions de solidarité avec les Palestiniens fassent renaître une contestation qui se retournerait contre lui. Les seules manifestations de soutien aux Palestiniens qu'il avait autorisées le 20 octobre ont confirmé ses craintes. À cette occasion, les manifestants ont repris des slogans contestataires de 2011, tels que « Pain, liberté, cause palestinienne ». Les forces de sécurité ont aussitôt réprimé et procédé à une cinquantaine d'arrestations. La contestation a été brisée dans l'œuf, mais la guerre à Gaza se prolongeant, le régime égyptien reste sous pression. Il doit composer avec ses alliés israéliens et américains et une opinion populaire pro-palestinienne, de plus en plus acquise au Hamas.

Al-Sissi utilise les négociations sur l'avenir de Gaza qui ont lieu au Caire pour apparaître comme un faiseur de paix et un défenseur de la cause palestinienne. Il encourage des collectes de sang, de médicaments et de nourriture destinées aux Palestiniens, mais refuse fermement d'ouvrir le point de passage à Rafah, ville à la frontière avec l'Égypte

où 1,4 million de Palestiniens ont trouvé refuge, et qui est un des seuls moyens pour les personnes et l'aide matérielle d'entrer et de sortir de Gaza. Al-Sissi se rend ainsi complice de l'enfermement des Palestiniens et le justifie en affirmant vouloir empêcher une nouvelle Nakba (nom de l'exode des Palestiniens en 1948) et permettre à ceux-ci de rester chez eux. Mais après sept mois de guerre, plus de 35 000 morts, 76 900 blessés et la destruction de la bande de Gaza, ceux qui ont survécu n'ont plus de chez eux et souvent plus de famille...

En fait, dans l'éventualité où Netanyahu mettrait à exécution sa menace d'une offensive terrestre à Rafah, l'État égyptien, qui s'en défend, a construit un vaste camp dans le Sinaï égyptien, le long de la frontière avec la bande de Gaza, pour contenir les Gazaouis qui seraient en fuite et éviter qu'ils ne se réfugient en Égypte.

Al-Sissi défend sa complicité criminelle avec Israël en invoquant la défense de la paix et de la nation. Mais sa participation à l'oppression des Palestiniens, et plus généralement au maintien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, qui va à l'encontre des sentiments des classes populaires égyptiennes dont la vie quotidienne est de plus en plus dure, peut à tout moment déboucher sur une nouvelle explosion de révolte. Il reste à espérer qu'une telle révolte dépasse les frontières de l'Égypte, pour entraîner les exploités de toute la région, et qu'elle tire les leçons du Printemps arabe de 2011 : l'armée n'est en aucun cas une alliée, mais toujours la gardienne de l'ordre social et de l'ordre impérialiste.

18 avril 2024





## Drogues : des affaires rentables intégrées à l'économie capitaliste

**Les trafics et les violences que les drogues illégales engendrent pourrissent le quotidien de bien des quartiers populaires. Les dealers qui tiennent une entrée d'immeuble ne sont cependant que les petites mains de trafics bien plus vastes, contrôlés par des gérants et des hommes d'affaires. L'économie de la drogue, de la production jusqu'au blanchiment de l'argent, que ces drogues soient légales ou illégales, prohibées ou encouragées par les États, fait partie intégrante de l'économie capitaliste mondialisée et financiarisée.**

En 2021, selon l'Organisation mondiale de la santé, 296 millions de personnes dans le monde ont consommé des drogues, en dehors du tabac et de l'alcool. Cela représente 23 % de hausse par rapport à la décennie précédente. Si le cannabis domine (219 millions de consommateurs), les drogues de synthèse sont de plus en plus consommées. Auparavant surtout présente dans les pays riches, la consommation de drogues s'étend à l'Afrique, à l'Amérique latine et à l'Asie. Aux États-Unis, les opioïdes sont responsables d'une catastrophe sans précédent dans l'histoire du pays. Ils ont contribué pour moitié à la baisse historique de l'espérance de vie – de 2,7 années entre 2020 et 2021 – et tué 120 000 personnes en 2023. Initialement produits par des groupes pharmaceutiques, Purdue pour l'Oxycotin et Johnson & Johnson pour le Fentanyl, ces antidouleurs proviennent aujourd'hui majoritairement de trafics illégaux.

Qu'économies légale et illégale soient liées n'a rien de nouveau : le marché des drogues fait

partie intégrante du capitalisme. Il s'enracine dans la révolution industrielle, le développement des transports à l'échelle internationale et la conquête impérialiste du monde au 19<sup>e</sup> siècle. Les guerres de l'opium menées contre la Chine par l'Angleterre en 1839, rejointe en 1856 par la France et les États-Unis, ont ainsi été cruciales pour ouvrir le marché chinois aux capitalistes occidentaux. Le trafic d'opium, produit en Inde et ravageant la population chinoise, était alors organisé par les États impérialistes. Ils en tiraient de solides revenus : en 1853, dans un article pour le *New York Tribune*, Marx dénonçait ainsi qu'un septième des rentrées fiscales britanniques en Inde provenait du trafic d'opium.

### LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION DES DROGUES

La révolution industrielle a permis une production en masse qui concerne les subs-

tances addictives : à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, la consommation d'eau-de-vie explosa ainsi dans les classes populaires britanniques. Le développement des moyens de transport ouvrit de nouveaux marchés : la production de beaujolais fut stimulée par la mise en service du train Paris-Lyon-Méditerranée (1855). Mais si « l'assommoir » frappait la classe ouvrière, la production industrielle ne concernait pas que l'alcool.

Tout comme Engels dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* (1845), Marx a dénoncé les ravages de l'opium. Il cite un travail de l'Académie de médecine anglaise de 1866 qui explique : « *La consommation d'opium se propage chaque jour parmi les travailleurs adultes et les ouvrières, dans les districts agricoles comme dans les districts manufacturiers [...]. Pour les droguistes, c'est l'article principal.* »<sup>1</sup> Marx conclut : « *Voilà la terrible vengeance que l'Inde et la Chine tirent de l'Angleterre* », en référence aux guerres de l'opium. Durant la guerre de Sécession et la guerre franco-prussienne de 1870, la morphinoma-

<sup>1</sup> *Le Capital*, livre I, chapitre XV : machinisme et grande industrie.



Publicité de 1889.

nie était ainsi appelée « maladie du soldat ».

Le développement de la chimie permit la production industrielle de nouvelles molécules, comme la cocaïne, isolée en 1860 par des scientifiques allemands dans les feuilles de coca, un arbuste des Andes. Des extraits de coca étaient alors incorporés dans des chewing-gums, des cigarettes et des boissons. Le Coca-Cola renferma jusqu'en 1903 des extraits cocaïnés. En 1906, aux États-Unis, ils furent interdits d'usage dans toutes les préparations par la loi Pure Food and Drug Act, votée suite aux révélations du roman *La jungle* d'Upton Sinclair. En 1885, le laboratoire allemand Merck industrialisa la production de cocaïne, poussant les producteurs péruviens de coca à transformer les feuilles en une pâte plus aisée à transporter : à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, des tonnes de pâte de coca produite au Pérou traversaient l'Atlantique vers Hambourg pour la production de Merck. Cette cocaïne était prescrite dans un cadre médical, tout comme l'héroïne, commercialisée en 1898 par l'allemand Bayer pour soi-disant traiter la tuberculose.

Pendant la Première Guerre mondiale, la consommation de cocaïne et de morphine se répandit parmi les soldats. Une entreprise hollandaise devint le premier producteur mondial de cocaïne, vendant tant à l'Entente qu'aux puissances de l'Axe. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les amphétamines furent utilisées pour stimuler les sol-

datés des différentes armées, ce qui a perduré jusqu'aux guerres actuelles au Moyen-Orient, en Irak et en Afghanistan.

## LE DOUBLE JEU DES ÉTATS

Les États ont donc joué un double jeu, défendant un régime général de prohibition des drogues tout en les instrumentalisant. Durant la guerre d'Indochine, les services secrets français financèrent des opérations militaires par le trafic d'opium, méthode que la CIA (agence d'espionnage des États-Unis) réutilisa durant la guerre du Vietnam, et plus tard pour financer les Contras (milices paramilitaires en Amérique latine) et les groupes armés islamistes en Afghanistan.

Jusqu'aux années 1960-1970, la consommation de drogues comme l'héroïne ou la cocaïne resta limitée aux soldats engagés dans les conflits ou aux milieux artistiques et marginaux. Les substances addictives les plus consommées demeuraient l'alcool et le tabac. Mais les évolutions sociales, aux États-Unis puis dans les autres pays riches, ainsi que des conflits comme la guerre du Vietnam (1965-1975) entraînèrent une extension de leur consommation.

Au Vietnam, l'héroïne finissait dans les veines des soldats, comme, pour paraphraser Marx, une « terrible vengeance » contre la sale guerre de l'impérialisme américain. Pour tromper les longues attentes entre les combats et endurer la souffrance psychologique, 69 % des soldats américains consommaient du cannabis, 38 % de l'opium et 34 % de l'héroïne. Cette consommation était tolérée par la hiérarchie ; les médecins militaires prescrivaient des amphétamines. Confrontée au problème des anciens combattants toxicomanes, l'armée imposa des cures de désintoxication pour rentrer aux États-Unis.

Environ 4,5 % des 2,4 millions de soldats américains envoyés au Vietnam étaient dépendants à leur retour.

En 1971, Nixon, le président des États-Unis, lança contre la consommation d'héroïne sur le territoire américain la « guerre contre la drogue ». Cette politique répressive aggrava la situation : ce fut surtout une guerre contre les pauvres, en particulier contre les Noirs. Confronté à leur révolte profonde durant les années 1960, incapable de leur offrir un avenir, l'État américain les jeta massivement en prison. Pour un jeune Afro-américain, la consommation et la possession de drogue, même en petite quantité, suffisaient pour être incarcéré. Pourtant, dans les années 1980, c'était la CIA qui inondait les ghettos noirs du crack qui lui servait à financer la guérilla anticommuniste au Nicaragua. Depuis, de nombreux scandales ont montré que la CIA ou la DEA (agence de lutte contre la drogue) ont été impliquées dans des trafics ou ont protégé certains cartels pour en neutraliser d'autres.

## LA CRISE DES OPIOÏDES

Aux États-Unis, depuis la fin des années 1990, la consommation de drogue a pris une tout autre ampleur avec les antidouleurs opioïdes. Trente ans plus tard, leur marché est totalement hors de contrôle, à l'image de ce que Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste communiste* : « *La société bourgeoise, qui a mis en mouvement de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées.* »

En 1996, le groupe Purdue Pharma, propriété de la famille Sackler, adapta un ancien antidouleur qu'il renomma Oxycotin. Bien que celui-ci fût deux fois plus addictif que la





Pendant la guerre du Vietnam, dans la jungle autour de Saigon, des soldats fument du cannabis à l'aide d'un canon de fusil, en 1970.

morphine, Purdue prétendit que l'Oxycontin n'induisait pas de dépendance et obtint une autorisation de mise sur le marché de la Food and Drug Administration (agence américaine des produits alimentaires et médicamenteux, FDA). Purdue déploya une politique commerciale agressive à l'aide de sa filiale d'études de marché. Développée dans les années 1950 pour commercialiser le Valium, elle avait amassé des données sur les habitudes de prescription de centaines de milliers de médecins. Purdue cibra les médecins de famille, dont beaucoup de patients souffraient d'invalidité et de douleurs chroniques, dans la Rust belt, la « ceinture de rouille », c'est-à-dire les comtés industriels du nord des États-Unis ravagés par les fermetures d'usines. En Virginie-Occidentale, dans l'Ohio, au Michigan ou en Pennsylvanie, les commerciaux de Purdue distribuaient des échantillons gratuits, exactement comme les dealers de rue.

Rapidement, le nombre de personnes dépendantes à l'Oxycontin ainsi qu'à d'autres antidouleurs opioïdes a explosé. En vingt-cinq ans, ils ont tué près de 700 000 personnes. Le Fentanyl a progressivement remplacé l'Oxycontin. Produit par Johnson & Johnson, le Fentanyl est cent fois plus puissant que la morphine et moins cher

à produire, car totalement synthétique. L'épidémie d'opioïdes s'est étendue à tout le territoire américain et à tous les milieux sociaux. Mais, si les médias parlent des overdoses de célébrités, ce sont les classes populaires, y compris afro-américaines et hispaniques depuis quelques années, qui sont majoritairement touchées.

Des actions en justice ont été menées par des États américains et des associations de patients. En 2021, Johnson & Johnson a payé une amende de 5 milliards sur neuf ans et s'est engagé à ne plus commercialiser de Fentanyl durant dix ans aux États-Unis. En janvier 2023, Publicis, qui a conseillé Purdue de 2010 à 2019 et dont Élisabeth Badinter est la première actionnaire, a payé une amende de 350 millions de dollars pour éviter un procès. Enfin, la famille Sackler, qui a encaissé 10 milliards de l'Oxycontin, a déboursé 4,5 milliards de dollars : rapporté à chaque personne décédée, c'est seulement 3 500 dollars par famille. Ces amendes ne sont rien comparées aux profits des groupes pharmaceutiques et, si le marché américain se ferme, le marché mondial est toujours là. Mundipharma, la filiale internationale de Purdue, cible aujourd'hui prioritairement la Chine.

Au début des années 2000, les autorités prirent des me-

sures pour encadrer les prescriptions, ce qui poussa vers le marché noir les 5 millions de patients dépendants. Aujourd'hui, le Fentanyl est essentiellement vendu par les cartels mexicains, notamment celui de Sinaloa. Les arrestations en 2014 de son chef, Joaquín Guzmán dit El Chapo, puis de son fils en 2023, n'ont en rien arrêté le trafic.

### CARTELS, TRIADES ET MAFIAS : DES RÉSEAUX RIVAUX MAIS COMPLÉMENTAIRES D'ÉTATS DÉLIQUESCENTS

Les cartels fonctionnent en réseaux, qui relient des clans structurés sur une base familiale et géographique. Le cartel de Sinaloa au Mexique regroupe ainsi une centaine de clans sous l'autorité d'un état-major. Chaque clan assure une tâche du trafic de drogue : production, stockage, expédition, protection armée contre les autres cartels et l'armée, ou la DEA. Chaque clan reverse un pourcentage à l'état-major, qui fournit les fonctions supports nécessaires : corruption des pouvoirs publics ; importation des produits chimiques nécessaires à la production ; mise à disposition des machines à pilules ou à ensacher. À Culiacán, la capitale de l'État du Sinaloa, les hommes du cartel sont les patrons de la ville : quand un habitant a un problème, ce sont eux que l'on appelle, pas la police. Un journaliste français explique ainsi qu'il laissait sa voiture ouverte, avec sa caméra visible : personne n'aurait osé la voler, car le cartel lui avait offert sa protection.

En 2021, le chef d'état-major du commandement Nord des États-Unis affirmait que 30 à 35 % du territoire mexicain étaient contrôlés par des cartels. Ils ont de nombreuses activités légales, dans l'immobilier, le BTP, le tourisme, les restaurants et les hôtels, ce qui permet de

CUARTOSCURO



**Groupe lourdement armé du cartel de Jalisco Nouvelle Génération (CJNG), en guerre contre un autre cartel, pour le contrôle d'un territoire du Michoacán, à l'ouest de Mexico, en 2021.**

blanchir l'argent de la drogue. Les cartels ont leurs œuvres de charité. Durant l'épidémie de Covid, ils ont ainsi pallié les faiblesses de l'État mexicain, distribué des aides alimentaires et des masques... à l'effigie des chefs mafieux. Comme tout entrepreneur ambitieux, les chefs de cartel aiment se faire de la publicité, diffusent sur les radios et leurs réseaux sociaux des chansons les célébrant.

L'activité des cartels, en partie légale, en partie illégale, est indissociable du reste de l'économie et leur rôle social est complémentaire d'États délinquants. Au Mexique comme dans bien des pays pauvres, la corruption gangrène tout l'appareil d'État. Plusieurs ex-gouverneurs d'États mexicains font l'objet de mandats d'arrêt internationaux. En 2020, le général Cienfuegos, à l'époque le militaire le plus haut gradé du Mexique, a été arrêté, accusé d'avoir été acheté par El Chapo. Ces liens avec des militaires sont anciens : dans les années 1980, la CIA utilisa le cartel de Sinaloa pour soutenir les contras contre les sandinistes du Nicaragua. Plus récemment, un autre cartel, les Zetas, a été bâti par des anciens soldats des forces spéciales, partis avec armes, mitrailleuses, lance-roquettes et blindés. La militarisation en-

traînée par la « guerre contre la drogue » a décuplé la violence. Rien qu'au Mexique, entre 2006 et 2019, 275 000 personnes ont été tuées, avec des armes produites aux États-Unis, dont le nombre atteint 2 millions. Leur vente enrichit les capitalistes nord-américains de l'armement.

Actuellement, en Équateur, l'armée est en guerre contre les cartels. Comme toujours, les pauvres seront les premières victimes de cette guerre, qui ne peut régler la question du sous-développement. C'est pourtant ce dernier qui est à la base de la corruption et de la déliquescence des États qui nourrissent le poids social et économique des cartels.

#### LA PRODUCTION DE LA DROGUE ET LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Pour alimenter les marchés américain et européen, la production de drogue est conçue comme les autres, suivant les « chaînes de valeur » de la mondialisation. Ainsi le Fentanyl vendu aux États-Unis est-il majoritairement produit au Mexique à partir de molécules de base (acide chlorhydrique, acétone, anhydride acétique, colorants, poudre de lactose...) produites

en Inde ou en Chine. Les molécules qui servent à produire des drogues sont également indispensables à la synthèse de bien des médicaments.

Pour les drogues qui demandent une production agricole, pavot, coca ou cannabis, les techniques agronomiques les plus modernes sont employées, parfois en culture hors sol, avec une gestion scientifique des terres et de l'eau, une sélection des semences. Des entreprises de biotechnologie hollandaises ont augmenté la concentration en THC, la substance psychoactive du cannabis. Les paysans, comme au Maroc ceux de la région pauvre du Rif qui cultivent du cannabis, deviennent dépendants de ces semences, tout comme ils ont besoin d'engrais, fournis par les capitalistes de l'agrochimie. En fin de compte, ces cultures de drogues rapportent bien peu aux petits paysans, alors que les gros au-dessus d'eux engrangent des profits faramineux.

Le trafic des drogues demande une logistique mondiale : il n'a pu prendre l'ampleur actuelle qu'avec le développement massif du fret maritime par conteneur, qui représente 90 % des transports mondiaux. Inventé dans les années 1950 aux États-Unis, le conteneur s'est généralisé avec la guerre du Vietnam, quand l'armée américaine l'a adopté pour sa logistique. Aujourd'hui, la cocaïne, dont le premier producteur est la Colombie, arrive majoritairement aux États-Unis et en Europe par conteneurs. Face aux contrôles, les trafiquants adaptent en permanence les voies de transport, par exemple en expédiant la pâte de coca en Afrique de l'Ouest, pour la traiter dans des laboratoires locaux, avant de l'expédier vers le marché européen. Ces techniques répartissent sur plusieurs cartels les coûts en cas de saisie de la marchandise. La recombinaison des réseaux est très rapide : comme



pour toute l'économie capitaliste, souplesse et flexibilité sont synonymes de bénéfices.

Les cartels recourent à la sous-traitance et aux joint-ventures (coentreprises). Pour l'héroïne, la Camorra napolitaine sous-traite aux réseaux nigériens la vente au détail en Europe, alors que la 'Ndrangheta calabraise traite avec les cartels colombiens ou des mafias albanaises pour l'approvisionnement de cocaïne. Dans les grands ports, Anvers, Rotterdam ou Hambourg, 25 000 conteneurs arrivent chaque jour, mais très peu sont contrôlés : moins de 2 % des 750 millions de conteneurs livrés chaque année sur la planète sont inspectés. En France, Le Havre est une porte d'entrée de la cocaïne. Les dockers y sont la cible des cartels, qui paient grassement pour décharger un conteneur rempli de drogue ou pour fermer les yeux quand les collecteurs viennent la récupérer. Pour soumettre ceux qui se laissent prendre dans leurs filets, les trafiquants sont implacables : depuis 2019, une quarantaine de dockers havrais ont été kidnappés ou agressés et en 2020 l'un d'eux a été assassiné.

Pour organiser la production et la logistique, les trafiquants ont recours aux moyens de communication les plus modernes, comme le service de messagerie ultrasécurisé Sky ECC. Fourni par une compagnie canadienne légale dont les serveurs informatiques étaient hébergés à Roubaix dans l'entreprise OVH, Sky ECC a été démantelé en 2021. L'économie de la drogue repose donc, comme le reste du capitalisme, sur une division internationale du travail : petits paysans producteurs ; narco-chimistes utilisant des éléments de base produits à l'autre bout de la planète ; transporteurs logisticiens ; réseau de grossistes, semi-grossistes, gérants... jusqu'aux petits dealers. Ces « petites mains du trafic », les

plus visibles, sont eux-mêmes souvent toxicomanes, endettés et soumis à la violence des chefs de réseaux. Dans cette hiérarchie du trafic, les rapports de domination et de pouvoir sont les mêmes que dans l'économie capitaliste légale, entre les travailleurs du rang et leurs exploités, relayés par toute une hiérarchie.

### LA FINANCE ET LE BLANCHIMENT DE L'ARGENT DE LA DROGUE

La financiarisation de l'économie capitaliste offre une opacité indispensable aux trafiquants. Le secret des affaires permet de cacher les connexions avec l'économie légale afin de blanchir l'argent des trafics. Comme pour le linge sale, le blanchiment comporte trois étapes : le pré-lavage, le lavage et le recyclage. Chaque étape est confiée à des spécialistes qui prennent leur commission.

La première étape, le pré-lavage, consiste à placer l'argent liquide sur un compte bancaire. Pour contourner les contrôles sur les dépôts importants, les trafiquants utilisent des intermédiaires à qui ils confient les espèces, en échange d'un virement sur un compte. La seconde étape du blanchiment consiste à déplacer rapidement les fonds sur d'autres comptes, pour brouiller les pistes. De nombreux paradis bancaires sont d'efficaces machines à laver l'argent sale, comme le Panama, les îles Caïmans ou les Bermudes. Mais ils ne sont pas tous des destinations exotiques ou à la réputation sulfureuse. Bien sûr, il y a la Suisse et le Luxembourg, mais Londres ou, aux États-Unis, l'État du Delaware sont aussi des places financières très utilisées.

Régulièrement, des scandales révèlent que les comptes bancaires des acteurs du blan-

chiment sont hébergés par des banques ayant pignon sur rue, HSBC, Crédit suisse, UBS, Pictet... ou des chambres de compensation comme Clearstream, qui relie toutes les grandes banques européennes. La technique des trafiquants est la même que pour les conteneurs : cacher leurs affaires dans l'immensité du système financier, comme l'a résumé le cadre à l'origine du scandale Clearstream dans les années 2000 : « *S'ils cherchent un arbre, montre la forêt.* »

Après le lavage, les trafiquants recyclent dans l'économie légale les sommes importantes du trafic de drogue : dans le monde, chaque année, son chiffre d'affaires s'élèverait à 250 milliards de dollars, un montant comparable au budget de l'État suédois mais qui est par définition difficile à évaluer. Aujourd'hui, pour tous les trafiquants du monde, la destination à la mode est Dubaï : l'argent sale y est blanchi dans le financement de gratte-ciel, palaces et installations sportives et commerciales, enrichissant les géants mondiaux du BTP.

L'économie de la drogue est donc à la fois renvoyée dans l'ombre par la prohibition imposée par les États et partie intégrante de l'économie capitaliste. Comme tous les capitalistes, les cartels de la drogue jouent du morcellement étatique, qui s'est aggravé : en 1945, il y avait 51 États ; ils sont aujourd'hui 193, avec de nombreux micro-États, le plus souvent des paradis fiscaux. Comme tous les hommes d'affaires, les trafiquants jouent de la contradiction entre la massification des flux commerciaux et financiers, qui unifie l'économie mondiale, et le morcellement politique. Chaque pays a ainsi une législation différente, des administrations différentes, des polices différentes, avec en leur sein des services eux-mêmes bien souvent en concurrence. Et même lorsqu'Interpol ou des structures de lutte contre la délinquance financière

prennent des mesures, elles se heurtent à la concurrence entre États, au secret bancaire ou aux lourdeurs administratives, qui font que les trafiquants ont largement le temps de s'adapter.

### « LES BÉNÉFICES SECONDAIRES DU CRIME »

La lutte des États contre les trafics représente elle-même une activité économique, qui nourrit un nombre important de policiers, d'agences étatiques, de vendeurs de matériel de surveillance et de drones, de criminologues, d'universitaires, de sociologues, d'avocats et de magistrats. L'existence des trafics nourrit même une activité culturelle lucrative, dans le cinéma et les romans policiers.

Dans un texte de 1861 à l'ironie mordante, Marx dénonce cette capacité de la société bourgeoise à profiter de la moindre occasion pour faire du profit, y compris du crime. Il se demande : « Est-ce que le métier de serrurier aurait atteint un tel degré de perfection s'il n'y avait pas eu de voleurs ? Est-ce que la fabrication des chèques bancaires aurait atteint un tel degré d'excellence s'il n'y avait pas eu d'escrocs ? [...] Le développement de la chimie appliquée n'est-il pas dû autant à la falsification des marchandises et aux tentatives pour y remédier, qu'aux efforts productifs honnêtes ? Le crime, par le développement sans fin de nouveaux moyens d'attaquer la propriété, a forcé l'invention de nouveaux moyens de défense [...]. Le criminel apparaît ainsi comme une de ces "forces équilibrantes"



J. SCOTT APPLEWHITE/AP

**Des manifestants protestent contre la complaisance étatique concernant les opioïdes pharmaceutiques, à Washington DC, le 5 avril 2019. « 200 morts chaque jour » ; « Leurs vies comptent ».**

*naturelles qui établissent une juste balance et ouvrent la porte à plusieurs occupations soi-disant utiles» (Les bénéfices secondaires du crime<sup>2</sup>).*

Avec le capitalisme, le crime et les trafics ont pris une ampleur industrielle. Les États tentent bien d'en limiter les effets les plus délétères, surtout quand ils conduisent à une remise en cause de leur autorité sur leur territoire, ou quand des sommes trop importantes échappent à leurs services fiscaux. Mais leurs efforts sont vains, car ils sont bien incapables de contrôler et réguler l'économie capitaliste, qu'elle soit légale ou non. Et tout ce qu'ils peuvent faire se retourne en général contre la population, comme la « guerre à la drogue ».

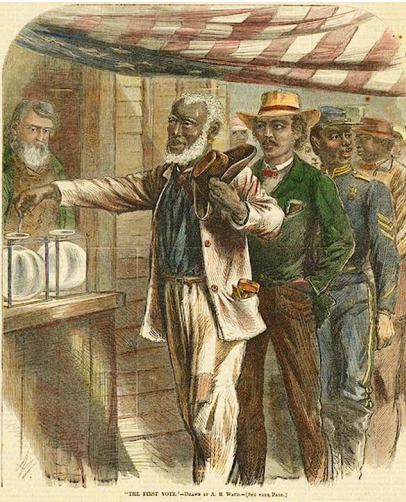
La production et la distribution des drogues sont permises par l'industrie chimique, les conteneurs et les balises GPS, les systèmes de télécommunica-

tions ultramodernes... Ce sont des outils géniaux, tout comme les médicaments antidouleur. Mais, dans le cadre du capitalisme et de la loi du profit, ils deviennent des engins de mort face auxquels les États sont impuissants, car jamais les autorités ne remettent en cause la propriété privée. Les États sont incapables de contrôler quoi que ce soit, sauf à réprimer par la prohibition, ou à pallier les conséquences les plus délétères de la consommation de drogues par la légalisation. Le nombre de personnes dépendantes ne fait qu'augmenter sur la planète, asservies à la nécessité de tenir, dans cette société violente et individualiste. C'est un problème incontrôlable et morbide, symptôme du pourrissement de la société bourgeoise, qui ne pourra se régler qu'en renversant le capitalisme.

3 mai 2024

2 Texte disponible sur le site [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1861/00/marx\\_crime.htm](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1861/00/marx_crime.htm).



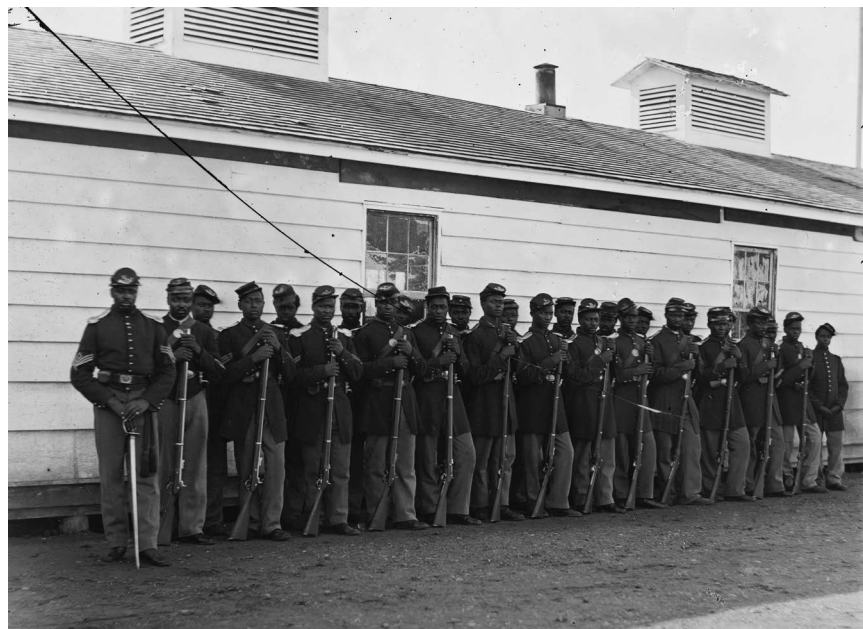


## La route de la liberté de Howard Fast et la Reconstruction aux États-Unis

**Les éditions Les bons caractères rééditent *La route de la liberté*, que nous conseillons à nos lecteurs.**

Lorsqu'en 1944 l'auteur américain Howard Fast (1914-2003), alors membre d'un Parti communiste stalinien et soutien de la présidence de Roosevelt, publie ce roman, le mouvement de libération des Noirs est en train de s'élargir aux États-Unis. Sa lecture permet à un large public aspirant à la fin de la ségrégation raciale – pas seulement des Noirs – de se familiariser avec une étape cruciale de l'histoire de l'oppression aux États-Unis : la période de la Reconstruction, qui suit immédiatement la guerre de Sécession (1861-1865) et dure jusqu'en 1877.

La guerre s'est soldée par la défaite complète des États et des armées instruments des grands propriétaires du Sud et l'émancipation de leurs quatre millions d'esclaves noirs. À Washington, le pouvoir est aux mains du Parti républicain, qui s'est constitué pour que l'aristocratie des planteurs du Sud ne puisse plus entraver ni le contrôle de l'État fédéral par la bourgeoisie industrielle ni le développement capitaliste rapide. L'armée fédérale occupe le Sud. De plus ou moins bonne grâce, les généraux permettent aux hommes noirs de jouer un rôle politique dans la reconstitution des pouvoirs locaux, dans la reconstruction



**Soldats de l'Infanterie de couleur des États-Unis chargés de défendre la capitale, Washington, vers 1864.**

du Sud, laissant entrevoir la naissance d'une société moins inégalitaire.

Comment se fait-il alors que, à l'issue de cette période, les Noirs se retrouvent écartés de la vie publique, désarmés, vivant dans la terreur des bandes racistes du Ku Klux Klan naissant, et largement cantonnés à un statut de métayers ne possédant pas la terre qu'ils cultivent, une condition sociale à peine meilleure que leur statut d'esclave précédent ? Comment se fait-il que les États du Sud oppriment

à nouveau brutalement la population noire, oppression qui se généralise au-delà du Sud et au sein de l'État fédéral ?

Howard Fast, au travers du personnage de Gideon Jackson, nous donne des clés pour comprendre cette période, les espoirs et les déceptions des Noirs pauvres de Caroline du Sud. Le roman débute en 1867 le jour où Jackson, qui a combattu dans les armées du Nord, vote, son fusil à la main, pour la première fois de sa vie, aux côtés de ses compagnons de la plantation où ils

ont été esclaves avant que leur maître ne s'enfuie.

Avec l'espoir d'offrir une nouvelle vie aux siens qui l'élisent comme délégué, Jackson fait son apprentissage politique dans la capitale de Caroline du Sud où se joue en partie leur avenir. Il va apprendre à lire, se cultiver, pour affronter ce monde tandis que les anciens esclavagistes complotent pour reprendre le pouvoir. Il va proposer aux Blancs pauvres de s'allier aux Noirs pauvres contre les riches propriétaires qui monopolisent les meilleures terres.

Le roman d'Howard Fast met le doigt sur le lien entre le pouvoir politique, qui a été un temps à la portée des Noirs, et le pouvoir économique qui leur échappe totalement. La possession de la terre, principale richesse dans le Sud, est la pierre d'angle du pouvoir. Or l'État fédéral, tout en permettant aux Noirs de voter, leur refuse de partager à leur bénéfice les propriétés terriennes des anciens esclavagistes. Si la guerre de Sécession avait bien un caractère révolutionnaire, c'était au bout du compte une révolution antiesclavagiste maîtrisée d'en

haut par un État représentant la bourgeoisie et ne poussant pas la remise en cause de la propriété privée des moyens de production au-delà de l'émancipation des esclaves.

Lors de sa publication en 1944, *La route de la liberté* offrait un tout autre regard sur l'époque de la Reconstruction que les discours officiels, les manuels scolaires ou les films d'Hollywood. Pour entraver le plus possible la contestation grandissante de la ségrégation raciale, l'idéologie officielle présentait alors la Reconstruction comme une période d'excès, pendant laquelle l'utopie de l'égalité raciale des républicains radicaux de Washington avait permis à des Noirs illettrés, vagabonds avides de vengeance ou simples d'esprit, d'être propulsés sur le devant de la scène politique, pour servir de couverture à des escrocs corrompus venus du Nord pour piller le Sud (les carpetbaggers). Les Blancs du Sud qui avaient tendu la main aux Noirs étaient désignés par le terme méprisant de scalawag, équivalent de traître. Mais heureusement, disait le discours dominant, des citoyens vertueux s'étaient dres-

sés pour mettre fin à cette folie, en commettant certes quelques excès, emportés par le port de la cagoule blanche du Ku Klux Klan, présentés comme cherchant à sauver leurs femmes blanches de violeurs noirs imaginaires. Heureusement encore, ce désordre venant de Washington avait cessé, permettant la réconciliation des Blancs du Nord avec ceux du Sud, mettant fin au malentendu à l'origine de cette affreuse guerre qui n'aurait jamais dû éclater, et le retour des Noirs à leur place, inférieure bien sûr, à coups de lynchages. Cette propagande était servie au peuple américain : le film raciste *Naissance d'une nation* (D.W. Griffith, 1915), projeté à la Maison-Blanche, en est un exemple.

Ce roman, dynamitant les mensonges du pouvoir sur la Reconstruction, fut alors lu par des millions d'Américains. Traduit en plus de 80 langues, il connut un large succès, notamment auprès des peuples colonisés, pour lesquels la lutte des Noirs américains faisait écho à leur propre combat pour la libération nationale.

4 mai 2024



Un groupe de Noirs libres, à Richmond, en Virginie, en 1865.



# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

## LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix : 1,50 €.

Les exposés du

### Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse :  
[www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT).

### Les derniers exposés du CLT :

**L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs**  
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

**Le fascisme, des origines à l'instauration du régime**  
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière  
N° 176 L'Internationale - août 2023 - 3 €

**Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser**  
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

**Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme**  
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

**Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière**  
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

**Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales**  
n° 172, 15 avril 2023 - 2 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page :  
[www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



**Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)**  
*Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique*  
Édité par Lutte ouvrière  
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com)

### Nouveautés

**Les Cahiers de Verkhneouralsk - Tome 2**  
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

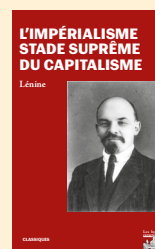
Collection Classiques  
446 pages - 25€



**L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme**

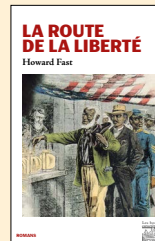
Lénine

Collection Classiques  
176 pages - 10 €



**La route de la liberté**  
Howard Fast

Collection Romans  
372 pages - 25€



**Une vie de militante à Orléans et aux Chèques postaux - La Source**  
Christiane Hauchère  
Collection Témoignages  
72 pages - 5€



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



**Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes**  
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



**Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter**  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



**Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd**  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS – BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
[boletinvozobrera@yahoo.es](mailto:boletinvozobrera@yahoo.es)  
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



**Bimensuel trotskyste**  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA  
<http://www.the-spark.net>



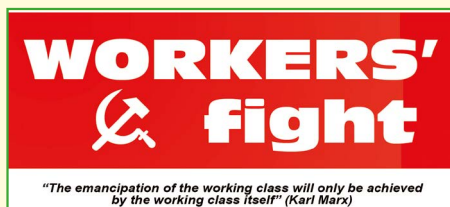
**Revue trimestrielle publiée par The Spark**  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA

## FRANCE



**Hebdomadaire trotskyste**  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France – DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



**Mensuel**  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



**Trimestriel publié par Workers' Fight**  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



**Bimensuel trotskyste**  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier – Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier – Louis Maugée  
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



**Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)**  
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



**Mensuel du Cercle ouvrier communiste**  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –  
ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> – contact  
e-mail: [linternazionale@tin.it](mailto:linternazionale@tin.it)

## TURQUIE



**Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)**  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>